



World Food
Programme

SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES

Le rôle du PAM dans l'emploi des jeunes

Projet

Février 2022

Table des matières

Remerciements	4
Résumé analytique.....	4
1. Introduction à la recherche	9
2. Le chômage chez les jeunes : un problème mondial	12
2.1 Le problème des «emplois manquants»	15
2.2 L'inadéquation entre les compétences et le marché du travail	16
2.3 Exclusion du marché du travail	17
3. Le rôle du PAM dans le soutien à l'emploi des jeunes	21
3.1 Faire face à la crise des emplois manquants	21
3.2 S'attaquer à l'inadéquation des compétences	24
3.3 Lutter contre l'exclusion des jeunes des marchés du travail	28
4. Recommandations finales	30
Acronymes	32

Remerciements



Les recherches pour ce rapport ont été menées par une équipe de l'ODI composée de Joseph Feyertag, Alexandra Löwe, Susan Njambi-Szlapka, Melanie Pinet et Louise Shaxson. Le rapport s'appuie sur deux études de cas nationales sur les activités du PAM en faveur de l'emploi des jeunes en Jordanie et au Kenya. Celles-ci s'appuyaient sur des entretiens en personne avec de jeunes hommes et femmes menés par des chercheurs de Samuel Hall (Kenya) et une équipe de consultants indépendants (Jordanie).

L'équipe est reconnaissante à Sara Moussavi, du PAM, pour son soutien et ses conseils tout au long du projet, ainsi qu'au personnel du PAM à Rome et dans les bureaux de pays en Jordanie et au Kenya, pour leur temps et leurs commentaires utiles sur les projets de rapports. Des participants d'autres bureaux de pays et bureaux régionaux ont également fourni des renseignements sur le travail du PAM en ce qui concerne l'emploi des jeunes.

Citation suggérée: Feyertag J. et L. Shaxson (2022) WFP's Role in Youth Employment. Rome: Programme Alimentaire Mondial (PAM)

Résumé analytique

En 2020, le PAM a fourni une assistance directe à 115,5 millions de personnes dans 84 pays, en apportant une assistance alimentaire et des transferts monétaires à ceux qu'il a identifiés comme vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire. Une grande partie de ces personnes étaient des jeunes femmes et hommes âgés de 15 à 24 ans, en transition vers l'âge adulte. Environ 88% des 1,2 milliard de jeunes dans le monde vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Selon les estimations des Nations Unies, le nombre de jeunes dans les pays partenaires du PAM s'élevait à 512,4 millions en 2020, et devrait atteindre 718 millions d'ici 2050, car les pressions démographiques contribuent à une «explosion de la jeunesse», en particulier en Afrique, où plus de 70% des jeunes hommes et femmes vivent actuellement au niveau ou en-dessous du seuil de pauvreté de 2 dollars américains par jour.

Beaucoup de jeunes femmes et hommes qui comptent sur l'aide du PAM le font en raison des difficultés qu'ils rencontrent pour trouver et conserver un emploi leur fournissant un revenu suffisant pour assurer une alimentation nutritive pour eux-mêmes et parfois pour leur famille. Les jeunes hommes et femmes ont tendance à manquer de ressources, de compétences et de capital social qui les aident à obtenir un emploi salarié décent sur les marchés du travail faibles que l'on trouve dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire. Ils ont recours à des stratégies de subsistance mixtes, utilisant des combinaisons d'agriculture de subsistance, de travail indépendant et d'emploi salarié, dans les secteurs formel

et informel, qui offrent divers degrés de résilience face aux chocs économiques et environnementaux (voir Encadré 1). Ces stratégies sont souvent incapables de fournir des revenus suffisants, ce qui a des implications importantes pour leur sécurité alimentaire; sans revenus raisonnables et fiables, les jeunes femmes et hommes ont des difficultés et se tournent souvent vers des stratégies d'adaptation négatives. Les statistiques mondiales montrent qu'une tendance commune chez les jeunes est un niveau élevé d'inactivité économique: en 2019, plus d'une personne sur cinq âgée de 15 à 24 ans était ni en emploi, ni en études ni en formation (NEET), soit un total de 270 millions de jeunes dans le monde. Pendant des décennies, l'augmentation de la scolarisation a entraîné une baisse du taux de jeunes classés comme NEET, mais cette tendance s'est inversée en 2016, car les transformations économiques lentes et inégales dans les pays à revenu faible et intermédiaire n'ont pas réussi à créer suffisamment d'emplois et les systèmes éducatifs n'ont pas été à la hauteur de l'évolution des demandes des marchés du travail locaux, en particulier en ce qui concerne les compétences numériques. Près de 62% des jeunes économiquement inactifs vivent désormais dans des pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure, et ce nombre devrait encore augmenter.

Trouver un travail décent pour ces 270 millions de jeunes femmes et hommes est un problème mondial urgent: la crise du chômage des jeunes est aggravée par le nombre élevé de jeunes occupant des emplois informels caractérisés par de mauvaises conditions de

travail, de bas salaires et une capacité limitée à accéder aux services de protection sociale. La pandémie de Covid-19 a encore aggravé cette crise, affectant de manière disproportionnée les jeunes des pays à faible revenu, en particulier les jeunes femmes. L'Organisation internationale du Travail(OIT) note que 40% des jeunes ont signalé une baisse de revenus: 17% de ceux qui avaient été employés ont complètement cessé de travailler et ceux qui ont conservé leur travail ont vu leurs heures réduites de 25%. Le chômage peut avoir des effets à long terme et irréversibles sur le bien-être psychosocial et la qualité de vie des jeunes, limitant leur mobilité économique, augmentant la méfiance à l'égard des institutions politiques et contribuant à l'instabilité et aux conflits. Ensemble, ces facteurs constituent un obstacle important au développement durable dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Ces tendances ont fait de la lutte contre l'emploi des jeunes une priorité croissante pour les gouvernements et les organisations internationales. L'impératif du PAM de réfléchir de manière plus stratégique à la manière dont il peut contribuer à l'emploi des jeunes découle du fait qu'une grande partie des personnes que le PAM sert sont des jeunes hommes et femmes souffrant de niveaux élevés d'insécurité alimentaire, liés à leur incapacité à trouver un travail décent. Des efforts appropriés pour aborder l'inclusion des jeunes dans la programmation du PAM pourraient contribuer positivement à l'essor économique général des jeunes, satisfaisant ainsi au mandat du PAM de sauver et de changer des vies.

Ce rapport résume les trois causes principales du défi de l'emploi des jeunes. Premièrement, la croissance économique dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure (LLMIC) n'a pas créé d'emplois au même rythme que celui auquel les jeunes entrent sur le marché du travail. La population mondiale de jeunes est passée de 1 milliard à 1,3 milliard au cours des 20 dernières années. Elle devrait encore augmenter pour atteindre près de 1,4 milliard, en raison notamment des tendances démographiques en Afrique subsaharienne. Deuxièmement, il existe un décalage général entre les compétences requises et celles disponibles sur le marché du travail. La croissance économique exige généralement une transition des emplois des secteurs à faible productivité aux secteurs à forte productivité, ce qui accroît le besoin de compétences technologiques et de résolution de problèmes (notamment numériques), ainsi que de compétences non techniques liées à la communication ou au sens des affaires. Les réponses des systèmes éducatifs des LLMIC n'ont pas suivi le rythme de ces changements en ce qui concerne les besoins en compétences, si bien que la plupart des marchés du travail sont toujours inondés de compétences générales

inadéquates qui seront progressivement rendues superflues par l'automatisation et la numérisation.

Troisièmement, certains jeunes continuent de se heurter à des obstacles «durs» (juridiques, physiques) et «légers» (stigmatisation, normes) pour accéder à l'éducation et à la formation, ou pour accéder à l'emploi, même là où des opportunités existent. Les jeunes femmes et les réfugiés sont particulièrement touchés par ces obstacles croisés.

À ce jour, le PAM a soutenu des initiatives qui s'attaquent à chacune de ces trois causes du chômage des jeunes. Ses programmes d'assistance alimentaire conditionnelle à la formation (FFT) aident les jeunes femmes et hommes à participer à une formation professionnelle pour renforcer leurs niveaux de compétences sans compromettre leur sécurité alimentaire. Le PAM travaille en partenariat avec des organisations des secteurs public et privé pour renforcer et étendre les systèmes alimentaires, dans certains cas, en offrant aux jeunes la possibilité de trouver du travail dans les chaînes de valeur agricoles (de l'amélioration des techniques agricoles aux fonctions de logistique et d'agrégation, en passant par le marketing, la finance et l'assurance-risque, et plus récemment en tirant parti des avantages du commerce électronique pour l'ensemble des chaînes de valeur). Enfin, le PAM s'efforce de surmonter les obstacles liés au genre et d'autres obstacles qui entraînent l'exclusion susceptibles d'entraver la recherche de moyens de subsistance résilients en ciblant les groupes dont la marginalisation affecte directement leur sécurité alimentaire. Les deux études de cas de pays qui alimentent ce rapport présentent des exemples spécifiques de chaque pays qui sont absolument pertinents pour les jeunes en situation d'insécurité alimentaire. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour lier plus étroitement la programmation du PAM à des résultats en matière d'emploi des jeunes et ainsi mettre davantage l'accent sur les besoins spécifiques des jeunes femmes et hommes. L'importante empreinte mondiale de l'organisation dans les régions où vivent de nombreux jeunes en situation d'insécurité alimentaire signifie que celle-ci est bien placée pour travailler en partenariat avec les gouvernements, les partenaires de développement, la société civile, d'autres agences des Nations Unies, les institutions financières internationales (IFI) et le secteur privé, pour faire une différence significative dans la capacité des jeunes à accéder à un travail décent et épanouissant, améliorant ainsi leur sécurité alimentaire.

Premièrement, elle peut mettre davantage l'accent sur sa formation professionnelle et d'autres formes de soutien au développement des compétences, en veillant à ce que les programmes de formation soient élaborés sur la base d'évaluations détaillées du marché du travail. Travailler avec des organisations spécialisées pour comprendre

les marchés du travail locaux et leurs futurs besoins probables en compétences aidera à définir les types de compétences qui seront éventuellement nécessaires à l'avenir dans les secteurs public et privé. Une fois ces compétences identifiées, le PAM peut s'associer aux gouvernements, aux organisations internationales, au secteur privé et aux prestataires spécialisés pour proposer une formation professionnelle mieux ciblée sur les besoins du marché du travail. Cela pourrait aller de l'apprentissage formel, des programmes de formation de base et des écoles sur le terrain d'agriculteur à agriculteur à des programmes dédiés au renforcement des compétences numériques et entrepreneuriales, en fournissant une infrastructure numérique scolaire là où l'accès est limité ou en aidant les organismes de formation à renforcer leurs programmes dans les domaines où le PAM peut offrir son expertise considérable et sa solide empreinte opérationnelle au niveau des pays.

Deuxièmement, le PAM pourrait mieux aligner le soutien qu'il fournit aux jeunes femmes et hommes sur les stratégies nationales de création d'emplois. Il pourrait participer dans des débats de haut niveau sur la transformation économique et la création d'emplois pour garantir que les voix et les besoins des jeunes hommes et femmes en situation d'insécurité alimentaire soient entendus et représentés. Faciliter et connecter les jeunes aux emplois dans le secteur privé peut nécessiter beaucoup de ressources, mais le PAM est bien placé pour connecter les personnes vivant le long du «dernier kilomètre» aux programmes sectoriels et d'infrastructure axés sur l'emploi. Les évaluations du marché du travail pourraient aider à comprendre où l'embauche est susceptible de se produire et comment la formation professionnelle pourrait être façonnée pour augmenter la probabilité que les jeunes des communautés en situation d'insécurité alimentaire soient employés. Cela pourrait se faire aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé: la numérisation accélérée du secteur public dans de nombreux pays en développement offre aux jeunes des zones urbaines et rurales la possibilité de travailler (par exemple) dans le recensement, la gestion des données et le soutien opérationnel. La numérisation offre également d'importantes possibilités d'emploi et de création d'entreprise dans le secteur privé, notamment dans les systèmes agroalimentaires. Grâce à ses pôles d'innovation, le PAM développe une expertise pour rapprocher l'esprit d'entreprise et les compétences numériques des jeunes, ce qui pourrait aider ces derniers à trouver des opportunités dans le commerce électronique (logistique, transport, agrégation, marketing et fourniture de technologies financières) susceptibles de renforcer les systèmes agroalimentaires et de mieux relier les chaînes de valeur rurales et urbaines. La formation professionnelle axée sur l'emploi des jeunes

devra mettre l'accent aussi bien sur la culture numérique que sur celle financière, afin de garantir, qu'il s'agisse d'une activité salariée ou d'une pratique de stratégies de subsistance mixtes, que les jeunes femmes et hommes pourront utiliser les technologies numériques pour repérer des opportunités commerciales, demander un crédit, gérer leurs finances, résister aux escroqueries et rester en sécurité en ligne.

Troisièmement, le PAM est bien placé pour lutter contre l'exclusion du marché du travail dans le cadre de ses opérations en cours. Les évaluations du marché du travail et les travaux ultérieurs à l'appui des stratégies de création d'emplois pourraient se concentrer spécifiquement sur les besoins des jeunes femmes et hommes souffrant d'insécurité alimentaire, en particulier ceux des groupes marginalisés. L'empreinte opérationnelle importante du PAM signifie qu'il peut contribuer dans une large mesure aux efforts en cours pour collecter des données fiables sur où et comment l'accent mis sur l'emploi des jeunes peut contribuer à réduire leur insécurité alimentaire au mieux. Apporter une «perspective jeunesse» aux programmes existants qui renforce les capacités des jeunes hommes et femmes en impliquant ces derniers dans le diagnostic des problèmes les aidera, ainsi que le PAM, à reconnaître les obstacles auxquels ils sont confrontés et à trouver des moyens innovants de les surmonter. Cela peut commencer par un changement subtil de son récit interne autour des jeunes en tant que personnes créatives et confiantes qui résolvent des problèmes et qui sont des agents du changement. Une attention particulière doit être accordée au renforcement des compétences numériques des jeunes femmes car elles sont confrontées à des difficultés exceptionnelles sur les marchés du travail où le PAM travaille.

Enfin, l'ODD 2 (faim zéro) ne sera réalisable que si les jeunes hommes et femmes sont en mesure de trouver un travail décent et épanouissant qui leur fournit un revenu suffisant et fiable pour atteindre la sécurité alimentaire. L'emploi des jeunes est une priorité nationale pour de nombreux gouvernements, et le PAM pourrait apporter une contribution importante à la conception de leurs programmes sur le marché du travail en documentant des exemples de son travail sur l'emploi des jeunes, en développant une base de données solides et convaincantes sur la manière dont le chômage, le sous-emploi ou la pauvreté affecte la sécurité alimentaire et le développement global des jeunes.

Au centre de tout ce qui précède devrait se placer une approche solide du partenariat avec les gouvernements (à tous les niveaux), les institutions financières internationales (IFI), les autres organisations des Nations Unies, les organisations axées sur les jeunes et le secteur

privé. L'augmentation de l'emploi est par nature un objectif à long terme et intersectoriel, nécessitant une attention soutenue de la part de tous les acteurs du développement au sein d'un pays. Le PAM devrait d'abord chercher à comprendre, puis à s'appuyer sur le travail de longue date que les gouvernements et leurs partenaires de développement ont déjà réalisé pour soutenir les jeunes dans le domaine de la création d'emplois. Cela garantira que la programmation du PAM s'inscrira dans le cadre de stratégies et de pratiques efficaces adaptées aux économies nationales et locales, définissant mieux la complémentarité et la valeur ajoutée de l'organisation au sein de l'écosystème d'acteurs existant. Deuxièmement, en raison de la nature multisectorielle des politiques et programmes d'emploi, ceux-ci sont généralement conçus et dirigés au niveau du gouvernement central ou par un ministère central tel que celui chargé de la planification ou des finances. Cela nécessitera d'établir et de maintenir des relations avec le gouvernement en dehors des ministères de tutelle avec lesquels les bureaux de pays

du PAM collaborent traditionnellement, d'être capables d'écouter et de parler la langue de l'emploi des jeunes au sein du gouvernement et de gagner une place en tant que conseillers de confiance. Cela devrait s'accompagner d'une coordination étroite et régulière avec les bailleurs de fonds de développement, tels que les IFI, qui aident à façonner et à mettre en œuvre de bonnes politiques publiques et dépenses budgétaires. S'appuyant sur sa relation fondamentale avec les dirigeants nationaux et locaux, ainsi qu'avec d'autres acteurs en amont tels que les IFI et les agences sœurs des Nations Unies, qui travaillent sur des questions normatives pertinentes (par exemple, l'OIT et la FAO, entre autres), le PAM pourrait alors tirer parti et étendre ses fortes relations traditionnelles avec les organisations communautaires, y compris également avec le secteur privé, pour aider à mettre en œuvre les politiques, créant ainsi des coalitions de soutien plus larges sur la question de l'emploi des jeunes.

DÉFINITIONS UTILISÉES DANS CE RAPPORT¹

La **population active** est composée des personnes employées et des chômeurs.

L'**emploi** fait référence aux personnes travaillant dans des emplois pour produire des biens ou des services contre une rémunération ou un profit pendant au moins une heure par semaine. L'emploi peut être indépendant ou salarié (pour un autre employeur), à temps plein ou partiel, formel ou informel et hautement ou peu qualifié. Les ODD visent à améliorer l'emploi en éradiquant la pauvreté au travail (ODD 1.1.1), évaluée comme étant employée mais gagnant moins de 1,90 \$ par jour.

Un **travail** est un ensemble de tâches et de fonctions effectuées par une seule personne. Une personne peut avoir plusieurs postes différents dans le cadre de son emploi.

Le **travail décent** est défini par l'OIT comme un travail productif pour les femmes et les hommes dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine. Il s'agit d'une définition plus large de l'emploi formel car elle va au-delà des droits fondamentaux (par exemple, la liberté d'association) pour inclure des possibilités de dialogue social (par exemple, la négociation collective) ou de sécurité sociale (par exemple, la protection contre les risques de maladie, de chômage, etc.).

L'**emploi formel** est généralement couvert par des contrats temporaires ou permanents et une législation légale du travail abordant les droits fondamentaux, tels que le droit à la liberté d'association.

L'**emploi informel** est une caractéristique essentielle des marchés du travail moins développés. Il peut faire référence aux personnes qui travaillent à titre indépendant directement dans le secteur informel, y compris les travailleurs familiaux non rémunérés ou les soignants. Le travail de subsistance (production de biens ou de services par le ménage exclusivement pour son propre usage final) y est également inclus, par exemple, l'agriculture de subsistance, la collecte de bois de chauffage ou la recherche d'eau. Enfin, l'emploi informel peut se référer aux employés du secteur formel qui ne sont pas déclarés (c'est-à-dire, sans contrat ou non couverts par la législation nationale).

Le **chômage** survient lorsqu'une personne en âge de travailler (15 à 74 ans) est sans travail mais disponible pour travailler et cherche du travail.

Les personnes en **sous-emploi** sont celles qui occupent un emploi à temps partiel (formel ou informel) mais qui veulent et sont disponibles pour travailler plus d'heures.

Les personnes qui ne font pas partie de la population active sont décrites comme **économiquement inactives**. Entre autres, cela peut faire référence aux travailleurs informels dans des rôles domestiques ou de soins non rémunérés. Les personnes âgées de 25 ans ou plus suivant des études ou une formation à temps plein peuvent également y être incluses.

Pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans, une mesure plus étroite de l'inactivité économique est utilisée, connue sous le nom de **taux NEET (ni en emploi, ni en études ni en formation)**. Cela reconnaît que la plupart des jeunes se préparent à l'emploi en s'inscrivant à des programmes d'éducation ou de formation. Le taux de NEET est utilisé comme indicateur clé pour suivre les progrès par rapport à l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique).

Les moyens de subsistance résilients comprennent les capacités, les actifs et les activités nécessaires à la subsistance: un moyen de subsistance est résilient lorsqu'il peut faire face au stress et aux chocs et s'en remettre, maintenir ou améliorer ses capacités et ses actifs et fournir des opportunités de subsistance à long terme.² Au cœur des moyens de subsistance se trouvent six actifs, dont deux (capital humain et politique) sont mis en avant dans la stratégie 2022-2025 du PAM:

- Capital humain: quantité et qualité (par exemple, compétences et connaissances) de la main-d'œuvre disponible.
- Capital social: ressources sociales, telles que les réseaux et les relations.
- Capital naturel: stocks de ressources naturelles dans lesquels les personnes peuvent puiser.
- Capital physique: infrastructure de base, outils et équipements.
- Capital financier: épargne, liquidités, prêts ou entrées régulières d'argent.
- Capital politique: capacité à participer à la gouvernance et à la prise de décision.

¹ Les définitions sont tirées de [OIT \(2003\) Travail décent: concepts et indicateurs](#).

² Chambers, R. and G. R. Conway (1991). Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century, Institute of Development Studies.

1. Introduction à la recherche

La vision principale du PAM est d'éradiquer l'insécurité alimentaire et la malnutrition, d'accroître la productivité des petits exploitants et la résilience des communautés et de renforcer la durabilité des systèmes alimentaires. En 2020, le PAM a directement fourni une assistance alimentaire et des transferts monétaires à 115,5 millions de personnes dans 84 pays. Ce nombre comprenait au moins 27 millions³ de jeunes âgés de 15 à 24 ans (Encadré 1), dont beaucoup sont économiquement inactifs, au chômage ou confrontés à la pauvreté au travail. À l'échelle mondiale, 1,2 milliard de jeunes femmes et hommes

vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Rien que dans les pays partenaires du PAM, la population de jeunes s'élève actuellement à 512,4 millions et devrait atteindre 718 millions d'ici 2050.⁴ Trouver un travail décent pour tous ces jeunes est une priorité mondiale, non seulement pour atteindre l'ODD 8 (Travail décent et croissance économique), mais aussi parce que le chômage et le sous-emploi prolongés des jeunes affectent la capacité des jeunes femmes et hommes à gagner un revenu suffisant pour s'offrir une alimentation nutritive.⁵

ENCADRÉ 1: DÉFINIR LE TERME "JEUNESSE"

Il est important de reconnaître que la «jeunesse» est une construction sociale: tous les jeunes hommes et femmes ne font pas la transition vers l'âge adulte de la même manière ou en même temps, et les différentes sociétés marquent la transition vers l'âge adulte de manières diverses, y compris par le mariage. Les jeunes hommes et femmes ne forment donc pas un groupe homogène: les opportunités et les défis auxquels ils sont confrontés dans leur recherche d'un travail décent seront différents selon leur origine et leur position au sein d'une communauté. Dans la plupart des sociétés, la fin de la jeunesse est atteinte par l'acquisition de marqueurs culturellement définis de l'âge adulte, y compris la parentalité, le mariage et (ce qui est important dans ce contexte) un travail et un revenu significatifs.⁶ Idéalement, les programmes d'emploi des jeunes devraient être suffisamment spécifiques au contexte pour prendre en compte les définitions locales de la jeunesse et de l'âge adulte, mais dans ce rapport, nous utilisons principalement la définition des Nations Unies (15-24) dans un souci de cohérence. Pourtant, les lecteurs doivent tenir compte du fait que les définitions fondées sur l'âge doivent être traitées avec prudence. Il convient également de noter que le mot «jeunesse» a souvent été utilisé de manière péjorative, associé à des discussions sur le radicalisme ou la criminalité. Alors que des expressions telles que «l'emploi des jeunes» et «la main-d'œuvre des jeunes» sont largement acceptées, la terminologie privilégiée dans ce rapport est «jeunes femmes et hommes» ou «jeunes».

Le chômage de longue durée et le sous-emploi (Encadré 2) empêchent directement les jeunes d'obtenir un revenu suffisant pour subvenir à leurs besoins essentiels et ceux de leur famille, y compris l'accès à des aliments nutritifs. En outre, les effets du chômage sur le bien-être des jeunes hommes et femmes peuvent être durables, affectant leurs revenus et leurs opportunités d'emploi

et donc leur sécurité alimentaire, et cela jusqu'à 20 ans plus tard.⁷ Le chômage peut également agir comme un moteur indirect de l'insécurité alimentaire, car il peut encourager les comportements à risque, l'augmentation de la criminalité, le manque d'engagement civique et la méfiance à l'égard des institutions formelles.⁸

3 Ce calcul se base sur le chiffre total de 115,5 millions de bénéficiaires que le PAM a assistés en 2020 selon le Rapport Annuel de Performance 2020 (PAM, 2020a). 43,4 million de ceux-ci étaient âgés de 5 à 17 ans et 48,9 millions étaient âgés de 18 ans et plus. Afin de calculer le nombre de bénéficiaires âgés de 15 à 24 ans, nous avons a) supposé qu'entre 20 et 25 % (en moyenne 23 %) des bénéficiaires âgés entre 5 à 17, ont entre 15 et 17 ans (10 millions) et b) qu'entre 30 et 40 % (en moyenne 35 %) des bénéficiaires âgés de 18 ans et plus ont entre 18 et 24 ans (17 millions). Les hypothèses tiennent compte du fait que les réfugiés en situation d'insécurité alimentaire ont tendance à être plus jeunes et que les programmes du PAM ciblent les jeunes, mais il s'agit probablement d'une estimation prudente. Ces calculs très approximatifs reflètent l'absence de données fiables sur le nombre de jeunes femmes et hommes dans la tranche d'âge spécifiée par l'ONU. Ceci est dû à un manque d'homogénéité dans la collecte des données selon les pays et entre les différentes organisations des Nations Unies. Il est donc important que le PAM collecte directement des données plus précises sur le nombre de jeunes femmes et hommes qu'il sert.

4 Division de la population des Nations Unies (2019) [Perspectives de la population mondiale 2019](#), Projections standard, fécondité moyenne. Les chiffres pour les pays partenaires du PAM n'incluent pas la Chine et l'Inde où les opérations sont principalement axées sur l'appui technique.

5 FAO (2021) [L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde](#).

6 Boateng, E and Löwe, A (2018) [Aspirations matter: what young people in Ghana think about work](#).

7 OECD (2015) [Setting objectives for achieving better youth employment outcomes](#).

8 Par exemple, Carcillo, S., Fernandez, R., Königs, S., Minea, A. (2015), [NEET Youth in the Aftermath of the Crisis: Challenges and Policies](#)

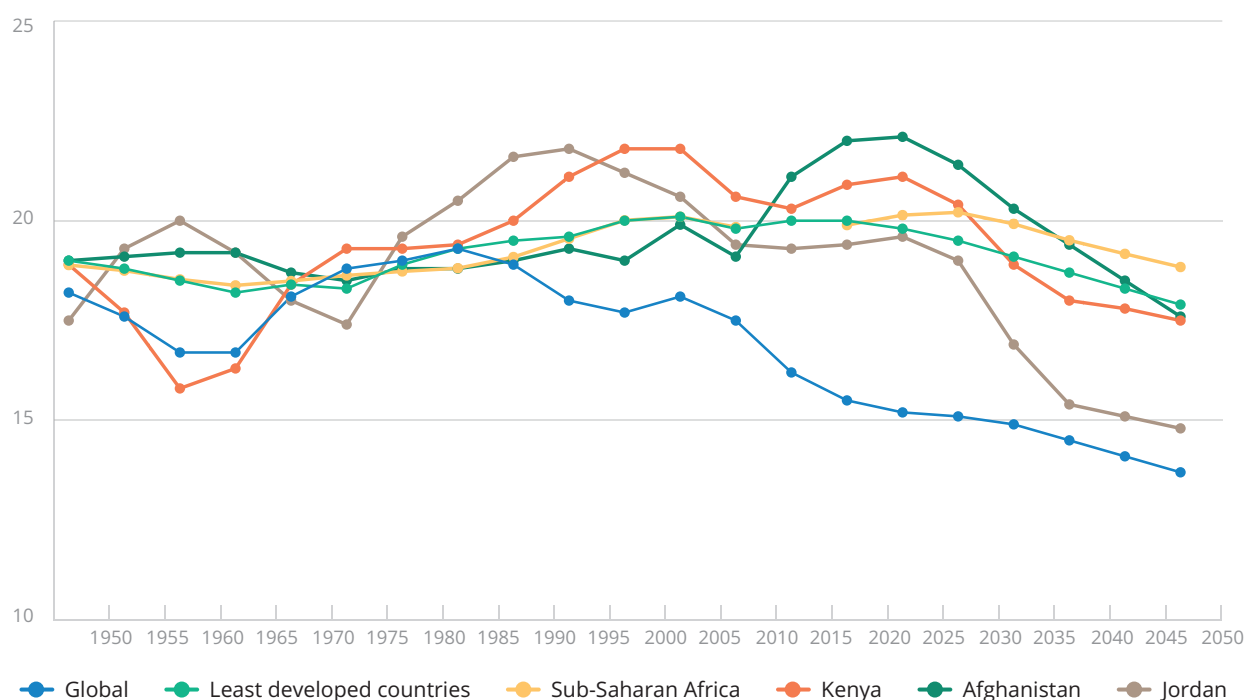
ENCADRÉ 2: LA NATURE COMPLEXE DE "L'EMPLOI"

La distinction entre «emploi» et «chômage» s'estompe de plus en plus en raison de la montée en puissance de formes d'emploi atypiques ou non standard, alimentées par l'une des transformations les plus importantes du monde du travail: l'économie «à la tâche» ou «de plateforme». Aussi bien dans les pays riches que dans les pays à faible revenu, de plus en plus d'hommes et de femmes se retrouvent dans des relations de travail multipartites, souvent sur appel.⁹ Les relations de travail multipartites peuvent être une source de revenus volatile et n'offrent généralement que peu ou pas de protection sociale. C'est particulièrement le cas dans les milieux à faible revenu, où les jeunes combinent plusieurs types d'activités économiques formelles et informelles pour générer des revenus dans le cadre de «moyens de subsistance mixtes». Cependant, la numérisation peut contribuer à rendre les relations de travail multipartites plus dignes en les formalisant, en améliorant les salaires et la protection sociale et en permettant une plus grande flexibilité ainsi qu'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée que les relations de travail classiques.

Les pressions démographiques entraînent une «explosion démographique de la jeunesse» qui culminera au cours de la prochaine décennie, lorsque jusqu'à 22% de la population totale sera âgée de 15 à 24 ans dans certaines des régions où le PAM opère (Figure 1). Entretemps, la disponibilité d'opportunités de travail digne ne suit pas le rythme de la demande en raison de

l'inadéquation entre les compétences des jeunes et le marché du travail. Là où les opportunités existent, les jeunes hommes et surtout les femmes sont confrontés à des formes d'exclusion multiples et croisées en ce qui concerne les opportunités d'éducation et de travail.

Figure 1: Part de la population totale âgée de 15 à 24 ans dans les pays et régions étudiés¹⁰



9 ILO (2016) [Non-standard employment around the world: Understanding challenges, shaping prospects](#).

10 Division de la population des Nations Unies (2019) [Perspectives de la population dans le monde 2019](#), principaux résultats, fécondité moyenne.

Soutenir la transition des jeunes vers l'emploi est une voie de plus en plus importante que le PAM peut emprunter pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans les pays où il opère. L'ampleur de la crise de l'emploi des jeunes fait peser un risque important sur la réalisation de l'objectif Faim zéro (ODD 2). Le récent Examen quadriennal complet des Politiques du Secrétaire général des Nations Unies¹¹ a souligné la nécessité pour toutes les agences des Nations Unies de renforcer leur programmation pour les jeunes, afin de respecter les engagements énoncés dans la Stratégie pour la jeunesse 2030 des Nations Unies.¹²

Le PAM débat de la manière de développer davantage sa programmation pour les jeunes afin d'atténuer les effets directs et indirects de la crise de l'emploi des jeunes sur l'insécurité alimentaire. Cela l'aidera également à maximiser son impact sur le défi de l'emploi des jeunes, tel que défini dans l'ODD 8.6.1,¹³ en le reliant aux objectifs fondamentaux du PAM au titre de l'ODD 2. Toutefois, pour y parvenir, le PAM doit examiner comment ses interventions existantes, notamment la fourniture de repas scolaires, le soutien nutritionnel, l'assistance alimentaire conditionnelle à la formation (FFT), la protection sociale et d'autres programmes d'assistance, peuvent soutenir la transition des jeunes vers un travail digne au mieux et comment il peut s'associer aux gouvernements, aux institutions internationales, à la société civile et au secteur privé pour y parvenir (ODD 17).

Ce rapport propose une série de recommandations opérationnelles au PAM sur la manière dont il pourrait aider les jeunes à améliorer leur sécurité alimentaire en trouvant un travail digne et épanouissant. Les questions directrices pour la recherche ont été les suivantes: Comment le PAM peut-il participer efficacement dans des programmes d'emploi et d'inclusion des jeunes dans différents contextes? Quelles sont les mesures efficaces

pour renforcer la capacité des jeunes à accéder à un travail décent et à différentes formes d'emploi? En quoi ces enseignements sont-ils pertinents pour le travail du PAM? Une revue de la littérature mondiale sur les programmes d'emploi des jeunes et la programmation du PAM a été entreprise, avec un examen plus limité de la littérature sur la prévention des conflits et de l'extrémisme violent et sur les programmes de réduction des risques de catastrophe dans les zones de conflit. Elle a identifié trois principales causes du chômage des jeunes: une inadéquation entre la croissance de l'emploi et la croissance démographique, une inadéquation entre l'éducation et le marché du travail, et des facteurs structurels qui excluent les jeunes des marchés du travail. Sur cette base, trois études de cas nationales ont été menées au Kenya¹⁴ et en Jordanie¹⁵ afin de mettre en évidence les différents défis et opportunités auxquels les jeunes sont confrontés dans leur recherche d'un travail décent. Ces études de cas ne sont pas des examens des programmes du PAM, mais les éléments factuels qu'elles contiennent contribuent à ce rapport d'ensemble, qui offre une vue globale sur l'emploi des jeunes, pour mettre en évidence des recommandations plus pertinentes pour les autres programmes du PAM.

Le rapport est structuré comme suit. La section 2 présente la crise de l'emploi des jeunes, y compris la montée des «NEET» (les jeunes ni en études, ni en emploi ni en formation), et de la pauvreté au travail. La section 3 met en exergue et examine les trois causes du chômage des jeunes, telles qu'identifiées dans la revue de la littérature mondiale, et le rôle du PAM pour s'attaquer à chacune d'entre elles. La section 4 conclut le rapport avec des recommandations pour la programmation du PAM.

11 AGNU (2021) [Mise en œuvre de la résolution 75/233 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies Rapport du Secrétaire général.](#)

12 Nations Unies (pas de date) [Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse.](#)

13 Pourcentage de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) qui ne sont ni en emploi, ni en études ni en formation (NEET).

14 Shaxson, L. (2022) WFP's role in youth employment and inclusion programming: Kenya case study.

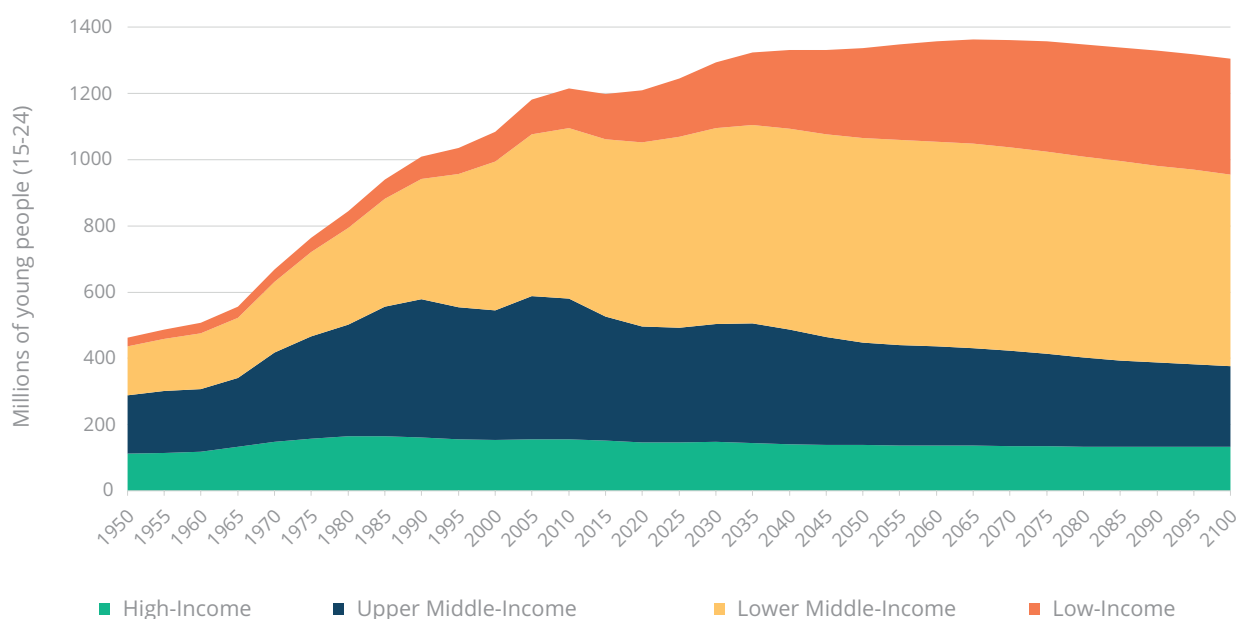
15 Feyertag, J. (2022) WFP's role in youth employment and inclusion programming: Jordan case study.

2. Le chômage chez les jeunes: un problème mondial

Selon les Nations Unies, le nombre de jeunes passera de 1,2 milliard en 2020 à plus de 1,36 milliard d'ici 2065.¹⁶ Une grande partie de cette croissance proviendra des pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure (LLMIC), où les taux de fécondité élevés au cours des deux dernières décennies ont contribué à une

«explosion de la jeunesse» (Figure 2). La proportion de jeunes vivant dans des milieux à faible revenu passera de 59% en 2020 à 71% d'ici 2085. D'ici là, près d'un milliard de jeunes vivront dans des LLMIC, en particulier en Afrique subsaharienne.

Figure 2: Population de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) par groupe de revenu régional. Source: UNDESA¹⁷



Sur les 1,2 milliard de jeunes dans le monde, 497 millions sont considérés comme faisant partie de la population active des jeunes.¹⁸ Ce nombre a diminué par rapport aux 568 millions en 1999 en raison d'une augmentation des inscriptions dans l'enseignement post-secondaire et supérieur, qui a réduit le nombre de jeunes entrant sur le marché du travail. Cependant, tous les jeunes hommes et femmes à la recherche d'un emploi ou d'une formation n'y ont pas accès. En 2019, environ un sur cinq (22,3%), soit près de 270 millions, était ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET).¹⁹ Ce taux devrait encore augmenter,²⁰ en particulier dans les LLMIC, où

vivent aujourd'hui plus de 170 millions de NEET, contre 138 millions en 2005 (Figure 3). La Covid-19 a contribué à cette évolution: l'Organisation internationale du travail (OIT) estime que l'emploi mondial des jeunes a chuté de 8,7% en 2020, contre 3,7% pour les adultes.²¹ Cela a contraint les jeunes sans emploi ou ceux qui étaient sur le point d'entrer sur le marché du travail à quitter ce dernier ou à y retarder leur entrée.²² Ces effets négatifs ont été plus marqués chez les jeunes femmes,²³ qui font face à un double fardeau en raison de la fermeture généralisée des écoles et du manque de services de garde d'enfants abordables.²⁴

¹⁶ UNDESA (2019) [World population prospects 2019](#).

¹⁷ Division de la population des Nations Unies (2019) Perspectives de la population dans le monde 2019, principaux résultats, fécondité moyenne.

¹⁸ OIT (2020) [Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020: la technologie et l'avenir des emplois](#).

¹⁹ OIT (2020) ILOSTAT: [Share of youth not in employment, education or training \(NEET\) by sex – ILO modelled estimates, Nov. 2020](#).

²⁰ OIT (2020) [Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020: la technologie et l'avenir des emplois](#)

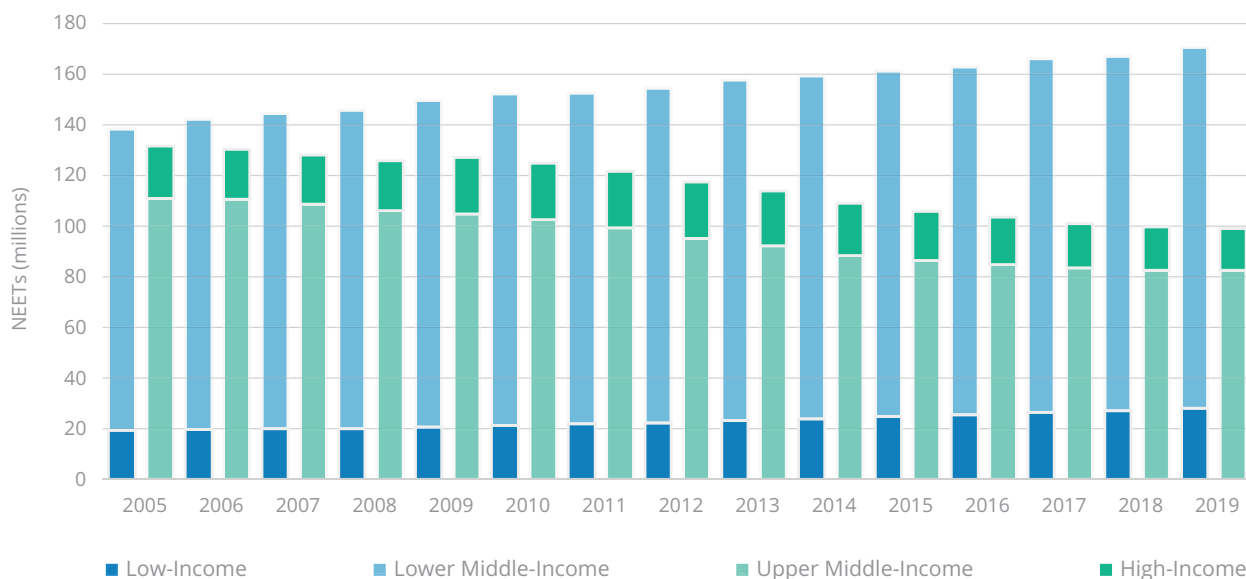
²¹ OIT (2021) [An update on the youth labour market impact of the COVID-19 crisis](#).

²² OIT (2021) [Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail, Septième édition. Estimations actualisées et analyses](#).

²³ OIT (2021) *ibid.*

²⁴ OIT (2021) *ibid.*

Figure 3: Population de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) NEET par groupe de revenu régional. Source: OIT²⁵



Les taux de NEET sont les plus élevés dans certaines des régions et des pays où le PAM opère. Dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne, près d'un tiers des jeunes cherchent actuellement une éducation ou un emploi. Ce sont surtout les jeunes femmes qui sont touchées par l'inactivité économique: en Asie du Sud et dans les États arabes, près de la moitié des jeunes femmes (48,4% et 52,8% respectivement) sont considérées comme économiquement inactives.²⁶ Être classé(e) comme NEET ne signifie pas que les jeunes ne sont pas actifs ou qu'ils ne souhaitent pas travailler: cela signifie qu'ils ne peuvent pas participer aux opportunités d'emploi ou d'éducation proposées parce qu'ils doivent s'occuper de personnes à charge à la maison ou parce que ces opportunités ne sont pas disponibles. Cette marginalisation et cette exclusion augmentent la probabilité d'être en situation de pauvreté. Cela réduit le pouvoir d'achat des jeunes, y compris pour l'alimentation.

Lorsque les jeunes trouvent un emploi, celui-ci se caractérise souvent par de moins bonnes conditions de travail, de bas salaires et une faible protection sociale.²⁷ Sur les 429 millions de jeunes travailleurs dans le monde, 55 millions (13%) souffrent d'extrême pauvreté et gagnent moins de 1,90 dollar par jour. Dans les pays à faible revenu où opère le PAM, le taux de pauvreté au travail chez les jeunes est de 41,7%.²⁸ Cela rend impossible pour les jeunes femmes et hommes

de payer le coût d'une alimentation saine, estimé à 4,06 dollars par jour dans les pays à faible revenu.²⁹ La situation risque de s'aggraver du fait de la Covid-19: 43% des jeunes travailleurs ont signalé une baisse de leurs revenus depuis le début de la pandémie.³⁰



²⁵ OIT (2020) ILOSTAT: [Share of youth not in employment, education or training \(NEET\) by sex – ILO modelled estimates, Nov. 2020.](#)

²⁶ OIT (2020) Ibid.

²⁷ OIT (2020) [Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020: la technologie et l'avenir des emplois.](#)

²⁸ OIT (2019) [ILOSTAT: Taux de travailleurs pauvres \(pourcentage de personnes vivant avec moins de 1,90 USD par jour PPA\)](#)

²⁹ FAO (2021) [L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde](#), Tableau 5.

³⁰ OIT (2020) Observatoire de l'OIT: [Le COVID-19 et le monde du travail. Quatrième édition. Estimations actualisées et analyses.](#)

L'impact sur les opportunités de revenus des jeunes est susceptible de persister à long terme, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire^{31,32} si les jeunes travailleurs ne sont pas aidés à trouver des opportunités de travail décent.³³ Les impacts «cicatriciels» à moyen et à long terme des récessions et du chômage des jeunes sont bien documentés dans la littérature: les périodes de chômage affectent le potentiel de revenu des jeunes des décennies plus tard,³⁴ mais ils peuvent aussi déstabiliser les systèmes alimentaires en nuisant à la cohésion sociale, entraînant des troubles civils et des migrations.³⁵ De cette manière, le chômage des jeunes peut également agir comme un facteur de renforcement des conflits et de

la fragilité. Les recherches montrent que le chômage des jeunes, entre autres facteurs, peut amener ces derniers à explorer des points de vue extrémistes et à s'engager avec des groupes extrémistes violents. Cependant, le processus de radicalisation des jeunes est très complexe, nuancé et spécifique au genre, au lieu et au contexte (Encadré 3).^{36,37,38} Les jeunes chômeurs étaient plus susceptibles d'être impliqués dans la consommation de drogues et les activités illicites que de rejoindre des groupes extrémistes; cependant, si ces activités sont contrôlées par des extrémistes, cela pourrait augmenter la probabilité que ces jeunes soient exposés à de telles opinions et qu'ils rejoignent la cause.^{39,40}

ENCADRÉ 3: LE RAPPORT NUANCÉ ENTRE OISIVETÉ ÉCONOMIQUE ET VIOLENCE

L'OIT estime qu'environ 600 millions de jeunes hommes et femmes vivent dans des contextes de conflit ou de fragilité dans le monde.⁴¹ Les conflits et la fragilité peuvent affecter l'accès des jeunes hommes et femmes à l'emploi de deux manières. Premièrement, cela peut entraîner des cicatrices physiques et psychologiques, entraînant des effets intergénérationnels qui affectent les relations et les perspectives d'emploi des jeunes pendant des décennies. La perturbation de l'éducation, par exemple, peut entraîner l'analphabétisme, dont les effets persistent des parents aux enfants.⁴² Deuxièmement, cela peut forcer les jeunes à migrer des zones touchées par le conflit à la recherche d'un emploi décent. Au cours des 30 dernières années, le nombre de jeunes migrant est passé de 22 millions à près de 32 millions en 2020.⁴³ Les jeunes migrants courent un risque accru d'être exposés à la traite des êtres humains, au recrutement par des groupes armés ou à d'autres formes d'exploitation dans des secteurs illicites ou informels. Comme le montrent les exemples du Kenya et de la Jordanie, les jeunes migrants sont souvent légalement exclus du marché du travail dans leur pays d'accueil. Malgré leurs dépenses en biens et services, les jeunes migrants peuvent être considérés comme un fardeau dans les pays où le chômage est déjà élevé, les ressources sont rares et les jeunes migrants sapent les salaires locaux.

Cette importante cohorte de jeunes femmes et hommes dans les pays à revenu faible et intermédiaire doivent tous trouver un travail digne et épanouissant pour pouvoir subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille et s'offrir une alimentation nutritive. La création de ces emplois, dans le cadre d'un processus plus large

de transformation économique, constitue une priorité urgente pour les gouvernements du monde entier. Le reste de ce rapport décrit trois difficultés spécifiques qui contribuent aux taux élevés de chômage des jeunes et suggère des rôles que le PAM peut assumer pour les résoudre.

31 OIT (2020) [Les jeunes et la Covid-19: impacts sur les emplois, l'éducation, les droits et le bien-être mental](#)

32 Marcus, R., Gavrilovic, M. (2010) [The impacts of the economic crisis on youth: review of the evidence](#)

33 OIT (2021) [Observatoire de l'OIT: le COVID-19 et le monde du travail. Huitième édition. Estimations actualisées et analyses](#)

34 Gregg, P. and Tominey, E. (2005) [The wage scar from male youth unemployment](#).

35 OIT (2021) [Emploi et questions sociales dans le monde -Tendances 2021](#).

36 Mayhew, L., McCullough, A.I., El Taraboulsi-McCarthy, S., Allen, M. and Levine, S. (forthcoming) The intersection between socioeconomic conditions and youth radicalisation: implications for programming in the G5 Sahel countries. FAO.

37 Wallner, C. (2021) [The contested relationship between youth and violent extremism](#).

38 Mayhew et al (ibid).

39 Wallner, C. (2021) [The contested relationship between youth and violent extremism](#).

40 Voir Schmeidl, S. & Bose, S. (2016). [Youth Interrupted: The Consequences of Urban Displacement for Young Men and Women in Afghanistan](#).

41 Selva, E. & Negro, F (2021) [Youth employment in conflict and fragile settings](#).

42 OIT (2016) [Emploi et travail décent dans les situations de fragilité, de conflit et de catastrophe](#)

43 Portail sur les données migratoires (2021) [Enfants et jeunes migrants](#)

2.1 Le problème des «emplois manquants»

Le problème du chômage des jeunes dans les LLMIC reflète une tendance démographique à long terme: alors que la population mondiale des 15-24 ans est passée de 1 à 1,2 milliard entre 1999 et 2019, la population active des jeunes a diminué de 568 à 497 millions de personnes.⁴⁴ Cela a eu pour conséquence que plus de la moitié des jeunes (environ 776 millions) se retrouvent en dehors de la population active, ni employés ni à la recherche d'un emploi. Dans les pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure (HMIC), cela est dû en grande partie

au fait qu'une part croissante de jeunes poursuivent des études ou une formation. Cependant, dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure, il y a eu une forte augmentation du nombre de jeunes qui ne sont ni employés, ni étudiants, ni en formation (également connus sous le nom de NEET) (Figure 4). Depuis 2005, le nombre total de jeunes classés comme NEET est resté stable à 269 millions, mais la part des NEET dans les LIC et les LMIC est passée de 51% (138 millions) à 64% (170 millions). Sur les 170 millions de NEET dans les LIC et les LMIC, plus de 70% (121 millions) sont des jeunes femmes. Le nombre de NEET devrait augmenter, notamment en raison des tendances observées dans les régions où le PAM opère.⁴⁵

ENCADRÉ 4: EXISTE-T-IL UNE CRISE SPÉCIFIQUE DE "L'EMPLOI DES JEUNES" ?

Il y a un débat en cours sur le fait de savoir si le problème du chômage des jeunes est spécifique aux jeunes ou s'il reflète une crise de l'emploi plus large qui affecte toutes les tranches d'âge. Alors que certains experts de l'emploi soutiennent que les interventions ciblant les jeunes doivent être prioritaires, d'autres préconisent un effort plus général pour créer des emplois de bonne qualité dans le cadre de la transformation économique à long terme (à faible émission de carbone) des pays.⁴⁶ Un juste milieu émerge,⁴⁷ qui propose que la transformation économique doit être menée à bien une fois qu'on aura compris les secteurs et activités qui offrent le plus grand potentiel de croissance rapide et d'emploi des jeunes et que les programmes actifs du marché du travail doivent être conçus avec un ciblage et une conditionnalité appropriés en fonction des multiplicateurs d'emploi des jeunes dans chaque secteur.⁴⁸

Que la crise soit spécifique aux jeunes ou non, ces derniers sont touchés de manière disproportionnée car ils n'ont pas le pouvoir politique, social et économique nécessaire pour accéder au nombre limité d'emplois disponibles.⁴⁹ Le PAM peut participer à ce débat au niveau macro, en apportant ses propres éléments factuels sur les résultats de l'emploi des jeunes. Cela l'aidera à réfléchir stratégiquement à son rôle dans la promotion de l'emploi des jeunes et le renforcement des marchés du travail, et sa capacité à représenter les voix des personnes souffrant d'insécurité alimentaire aura du poids dans les débats sur la façon dont la transformation économique se déroule dans toutes les zones géographiques. Un autre problème répandu au sein de la population active des jeunes est le sous-emploi. La faible productivité a freiné la croissance dans des secteurs économiques clés, réduisant ainsi les possibilités d'emploi salarié pour les jeunes hommes et femmes. Ils ont tendance à se rabattre sur le secteur informel, en particulier pour leur propre compte ou le travail familial contributif. À

l'échelle mondiale, plus des trois quarts (77%) des jeunes travailleurs occupent un emploi informel et près de la moitié (46%) sont des travailleurs indépendants ou familiaux.⁵⁰ Le travail indépendant peut être attrayant lorsqu'il est associé à l'entrepreneuriat technologique, à condition que les jeunes aient accès aux opportunités du marché, au financement et aux compétences financières, entrepreneuriales et numériques pertinentes. Cependant, le travail indépendant peut également être lié à l'agriculture de subsistance ou à la prolifération de nouvelles formes d'emploi atypiques, moins sûres et potentiellement relevant de l'exploitation, associées à l'économie «à la tâche», «de plateforme» ou «à la demande», en particulier dans les zones urbaines. Une tendance similaire peut être observée pour l'emploi sur rémunération ou salarié: bien qu'une majorité (54%) des jeunes aient un travail rémunéré ou salarié, celui-ci est souvent occasionnel et associé à de faibles paies, une sécurité juridique et sociale limitée et de mauvaises conditions de travail.⁵¹

44 OIT (2020) [Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020: la technologie et l'avenir des emplois](#)

45 OIT (2020) *ibid.*

46 Fox L., Mader P., Sumberg J., Flynn, J., Oosterom, M (2020) [Africa's 'youth employment' crisis is actually a 'missing jobs' crisis](#).

47 OIT (2020) *ibid.*

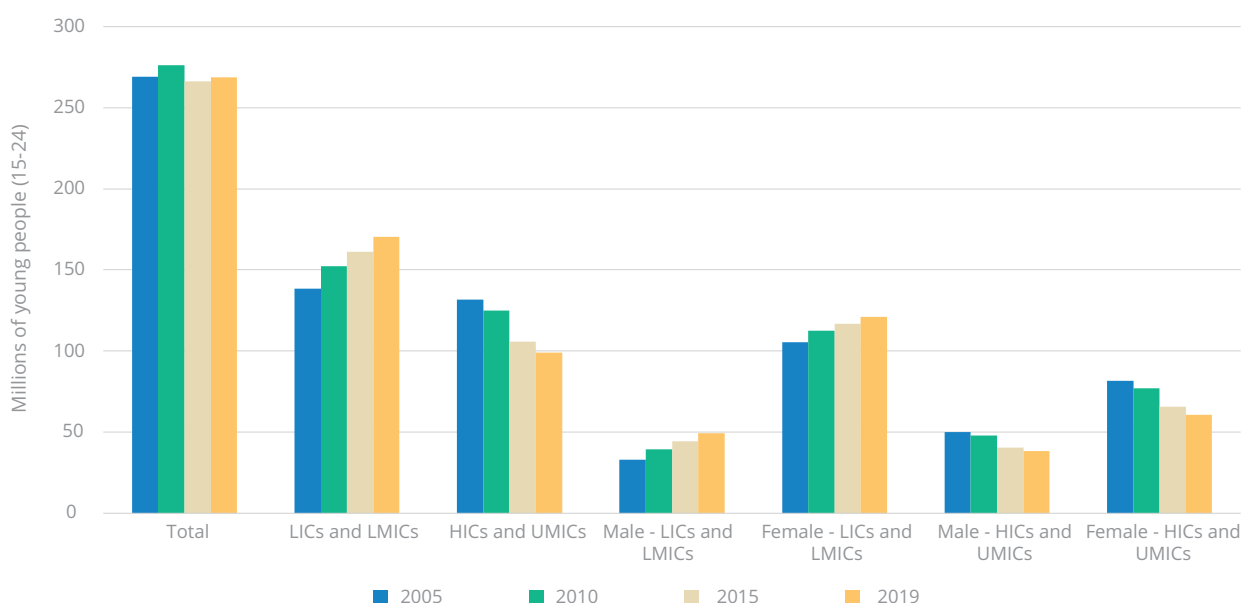
48 Te Velde, D. (forthcoming) Supporting jobs for young women and men in Africa: a framework for country-level analysis. Nairobi: AERC.

49 Boateng, E and Löwe, A (2018) [Aspirations matter: what young people in Ghana think about work](#).

50 OIT (2020) *ibid.*

51 OIT (2020) *ibid.*

Figure 4: Nombre de jeunes classés comme NEET dans les pays à revenu faible et élevé⁵²



2.2 L'inadéquation entre les compétences et le marché du travail

Les employeurs exigent de plus en plus souvent des compétences cognitives et socio-comportementales non répétitives qui sont associées à la résolution de problèmes, à la pensée critique, à la persévérance, à la collaboration et à l'empathie.⁵³ Ils recherchent également de plus en plus souvent des compétences associées aux matières STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) et à l'expertise numérique. La demande pour ces compétences est élevée alors que les économies sont en transition vers la «quatrième révolution industrielle». Cela est particulièrement évident avec l'accent mis sur la numérisation pour lutter contre les effets de la pandémie de Covid-19 et avec l'augmentation des investissements dans les infrastructures et les technologies vertes.

Dans les régions où opère le PAM, la plupart des marchés du travail exigent des compétences de routine liées à des emplois spécifiques.⁵⁴ Cependant, bon nombre de ces compétences sont de bas niveau et associées à des emplois qui seront automatisés et numérisés dans les

décennies à venir. Néanmoins, de nombreux jeunes sont, en fait, surqualifiés car la fréquentation de l'enseignement universitaire est souvent concentrée dans les matières «cols blancs» telles que les sciences sociales ou les sciences humaines, tandis que les études STIM cruciales pour la quatrième révolution industrielle sont sous-représentées. En Afrique, les inscriptions en ingénierie, sciences naturelles, mathématiques et statistiques sont inférieures à 10% et inférieures à 5% pour les technologies de l'information et de la communication.⁵⁵

Près de la moitié des jeunes Africains qui travaillent déclarent que leurs compétences ne correspondent pas à leur emploi.⁵⁶ Les personnes interrogées dans les deux pays étudiés ont noté que les systèmes d'éducation formelle ne les préparent pas bien au monde du travail. La stigmatisation peut également empêcher les jeunes hommes et surtout les jeunes femmes de développer les compétences nécessaires sur le marché du travail: Les personnes interrogées au Kenya pensaient que l'EFTP (enseignement et formation techniques et professionnels) géré par le gouvernement était destiné aux jeunes hommes et femmes qui ne réussissaient pas bien à l'école. En Jordanie, les personnes interrogées ont noté que les jeunes femmes ont tendance à obtenir des diplômes en sciences sociales et humaines, même s'il y a peu de demande pour ces compétences sur le marché du travail.

52 OIT (2020) *ibid.*

53 Montalvao, J.; Frese, M.; Goldstein, M Kilic, T. 2017. [Soft Skills for Hard Constraints: Evidence from High-Achieving Female Farmers.](#)

54 Banque africaine de développement (2020) [African Economic Outlook 2020: Developing Africa's Workforce for the Future.](#)

55 Banque africaine de développement (2020) *ibid.*

56 Banque africaine de développement (2020) *ibid.*

2.3 Exclusion du marché du travail

Les jeunes hommes et femmes sont souvent exclus du marché du travail par des formes structurelles d'exclusion.⁵⁷ Ces barrières sont à la fois «dures» et «molles». Les contraintes molles comprennent le manque de capital social et les normes culturelles discriminatoires, ainsi que la stigmatisation, qui affectent particulièrement les femmes (Encadré 5). Le capital social qui se construit à travers des réseaux sociaux denses et bien connectés est essentiel pour trouver un emploi ou créer des entreprises, mais les jeunes hommes et femmes ont souvent du mal à former ces réseaux, en particulier lorsqu'ils proviennent de ménages à faible revenu dont les autres membres ont également peu de contacts susceptibles d'être mis à profit dans la recherche d'emploi.⁵⁸ Les normes culturelles peuvent signifier que les jeunes souffrent de multiples formes d'exclusion:

les jeunes femmes et hommes issus de minorités ethniques, par exemple, peuvent être exclus par des barrières linguistiques, des contacts faibles en dehors de leurs propres communautés et par la discrimination politique qui affecte la force de leur voix collective et des choix économiques qu'ils sont capables de faire.⁵⁹ Plus généralement, les femmes sont d'habitude moins éduquées que les hommes; elles ont du mal à accéder par elles-mêmes à la terre, au bétail, aux finances, aux transports et aux technologies numériques; elles peuvent souffrir de violence sexiste et ont souvent plus de contraintes en termes de temps en raison des mariages et des accouchements précoces.⁶⁰ Les personnes interrogées au Kenya ont souligné les importants problèmes de santé mentale dont les jeunes femmes peuvent souffrir de ce fait, avec des conséquences pour elles et leurs familles. La stigmatisation sociale, en particulier lorsqu'elle est liée à la santé (comme le statut séropositif)⁶¹ ou le handicap peut marginaliser davantage les jeunes, les empêchant d'accéder aux services qui pourraient contribuer à réduire leur vulnérabilité.



57 OIT (2020) [Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020: la technologie et l'avenir des emplois](#)

58 Löwe, A., Njambi-Szapka, S. & Phiona, S. (2019) [Youth associations and co-operatives: getting young people into work.](#)

59 Alcorta, L., Swedlund, H and Smits, J (2020) [Discrimination and ethnic conflict: a dyadic analysis of politically excluded groups in sub-Saharan Africa.](#)

60 Voir, par exemple, IFAD (2020) [Brief on gender and social inclusion: East and Southern Africa.](#)

61 OIT (2014) [VIH/SIDA et l'économie informelle: mettre fin à la discrimination et à l'exclusion économique](#)

ENCADRÉ 5: L'EXCLUSION SOCIALE ET CULTURELLE DES JEUNES FEMMES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Il existe des dimensions sexospécifiques claires dans la manière dont les personnes sont exclues de la participation aux marchés du travail, avec des conséquences à la fois économiques et sociales pour les femmes. Les normes culturelles déterminent fortement où les femmes peuvent travailler et le type de travail qu'elles peuvent accomplir, en particulier dans des régions comme le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, où les taux de NEET chez les jeunes femmes sont relativement élevés.⁶² Cependant, les raisons varient: alors que dans les États arabes et les pays d'Afrique du Nord, le fait d'être mariée ou d'avoir un partenaire réduit la participation des femmes au marché du travail, dans la plupart des pays à faible revenu, la nécessité économique de travailler augmente la participation des femmes, quel que soit leur statut matrimonial.⁶³ Cela ne signifie pas que les femmes sont plus indépendantes sur le plan économique: elles peuvent être confinées à des travaux agricoles ou à domicile, incapables d'accéder à des financements et dépendantes de leur conjoint pour obtenir la permission de participer à des groupes qui augmenteraient leur autonomie économique. Dans le cas de nombreuses femmes mariées et non mariées, les conventions sociales ou l'enseignement religieux peuvent les encourager à s'identifier étroitement à leurs rôles d'épouses et de mères en limitant les types de travail jugés appropriés et en masquant les restrictions à leur capacité de chercher du travail en raison d'inquiétudes sur leur sécurité physique.⁶⁴ Bien que le jardinage domestique, l'élevage, l'artisanat ou d'autres formes de travail à domicile puissent être permis, les femmes qui sont autorisées à travailler à l'extérieur de chez elles peuvent toujours être victimes de discrimination quant à ce qu'elles peuvent faire. Les normes de genre, comme celles selon lesquelles les femmes ne devraient pas être les principaux soutiens de famille, continuent d'empêcher l'emploi des femmes, alors que la violence conjugale réduit souvent la capacité des femmes à travailler.⁶⁵ La norme de genre selon laquelle les femmes devraient s'occuper de l'essentiel des tâches ménagères et de la garde des enfants est enracinée aussi bien dans les pays pauvres que dans les pays riches. De plus, une fois au travail, les femmes peuvent être désavantagées par la discrimination au travail, le harcèlement sexuel, des salaires moyens inférieurs à ceux des hommes, des obstacles à l'avancement au sein des entreprises et une incapacité à accéder aux réseaux à prédominance masculine qui pourraient les aider à créer du capital social.⁶⁶

Les obstacles majeurs comprennent le manque de structures d'accueil pour les enfants (Encadré 6), des ressources financières limitées pour payer l'éducation ou la formation et un manque d'accès aux infrastructures numériques ou aux transports publics pour se déplacer afin de profiter des opportunités d'emploi ou d'éducation. Les groupes de discussion pour les jeunes et les personnes interrogées en Jordanie ont systématiquement mentionné les difficultés associées au transport vers et depuis le travail, faisant écho à la recherche qui montre que l'absence de transports sûrs est la principale raison de la faible participation des jeunes femmes au marché du travail.⁶⁷

L'accès aux technologies numériques peut être fortement sexospécifique au sein du ménage, affectant leur capacité à apprendre, à rechercher ou à créer leur propre emploi, à accéder au financement, à renforcer leurs réseaux et à développer leurs entreprises.⁶⁸



62 ONU Femmes (2020) [Meta-analysis on women's participation in the labour force in Jordan](#).

63 ONU Femmes (2020) *ibid.*

64 Fernandez, R. (2007) [Women, work and culture](#).

65 Jayachandran, S. (2021) [Social Norms as a Barrier to Women's Employment in Developing Countries](#).

66 ONU Femmes (2020) *ibid.*

67 OIT (2017) [Emploi et questions sociales dans le monde - Tendances de l'emploi des femmes 2017](#)

68 GSMA (2021) [Connected women: the mobile gender gap 2021](#).

ENCADRÉ 6: ACCÈS À LA GARDE D'ENFANTS

La garde des enfants est l'une des principales préoccupations des parents qui concilient travail et responsabilités domestiques. Alors que les familles aisées peuvent se permettre une aide domestique avec les enfants, les familles à bas revenus s'en sortent en laissant les enfants avec des frères et sœurs plus âgés, en les laissant seuls à la maison ou en emmenant les enfants au travail avec eux. Toutes ces options ont des implications sur le développement social et éducatif de leurs enfants. Des études ont montré qu'à l'échelle mondiale, jusqu'à 50% des femmes amènent leurs enfants au travail et que, en conséquence, elles sont plus susceptibles de trouver un travail informel ou agricole.⁶⁹ La pandémie de Covid-19 a encore restreint l'accès aux services de garde d'enfants, obligeant les femmes à assumer une plus grande part de la garde en plus d'autres responsabilités à domicile, ce qui a limité leur capacité à travailler à l'extérieur de la maison. Les effets à long terme de cette situation sont difficiles à prévoir, mais il est probable que les femmes reprennent le travail à un rythme plus lent que les hommes.⁷⁰ En Afrique orientale, des éléments factuels récents ont montré l'existence d'un lien étroit entre les difficultés économiques et le taux d'abandon scolaire dû aux grossesses chez les adolescentes résultant de relations sexuelles transactionnelles.⁷¹ Les programmes de protection sociale et de moyens de subsistance visant à permettre aux jeunes femmes d'accéder au marché du travail grâce à des subventions salariales ou à des programmes de garde d'enfants sont essentiels pour aider les jeunes femmes à réintégrer le marché du travail.

Les jeunes réfugiés, les jeunes migrants informels et les rapatriés avec lesquels le PAM travaille en Jordanie et au Liban sont confrontés à des contraintes juridiques conformes aux conventions internationales relatives à la prise d'emploi qui pourrait déplacer de jeunes citoyens également à la recherche d'un emploi (voir Encadré 7).⁷²

Une autre contrainte majeure est l'effet du statut de réfugié sur la capacité des jeunes à participer aux institutions financières.⁷³ Les réfugiés sont généralement non bancarisés ou sous-bancarisés, ce qui limite leurs options d'accès au financement et de création d'entreprise, les poussant vers le secteur informel.



69 Cassirer N. et Adati L. (2007) [Accroître les opportunités de travail chez les femmes: Les travailleurs de l'économie informelle et le services de garde des enfants](#)

70 OIT (2021) [Bâtir un avenir plus équitable: les droits des femmes au travail et en milieu de travail au cœur de la reprise post-COVID](#)

71 Banque mondiale (2020) [Gender dimensions of the COVID-19 pandemic](#).

72 Zetter, R. and Raudel, H. (2016) [Refugees' right to work and access to labor markets: an assessment](#).

73 Zetter, R. and Raudel, H. (2016) *ibid*.

ENCADRÉ 7: LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES RÉFUGIÉS POUR TROUVER DU TRAVAIL

Les jeunes migrants sont les plus mobiles, poussés à se déplacer par le chômage, la pauvreté au travail et le manque d'opportunités de travail décent. C'est particulièrement le cas en Afrique, où jusqu'à 78% des jeunes souhaitent émigrer.⁷⁴ Dans leurs pays d'accueil, les conventions internationales limitent la capacité des réfugiés à accepter un travail qui déplacerait des emplois pour la population locale.⁷⁵ Cela les empêche de participer à des programmes de création d'emplois en dehors des camps et les limite à des activités entrepreneuriales et indépendantes. Le HCR des Nations Unies estime que, sur près de 26 millions de réfugiés dans le monde, 70% vivent dans des pays où le droit au travail est restreint ou interdit, 66% dans des pays où la liberté de circulation est restreinte ou interdite et 47% dans des pays où la possession des comptes bancaires est soit restreinte soit interdite.⁷⁶ Ces restrictions limitent les réfugiés à travailler dans l'économie informelle, dans des secteurs qui ont été fortement touchés par la pandémie.⁷⁷ Cependant, ces restrictions peuvent être négociées: le statut des réfugiés syriens en Jordanie a changé en 2016, lorsque le gouvernement jordanien et l'Union européenne ont conclu un accord bilatéral (le Pacte pour la Jordanie), accompagné d'une aide financière, pour créer un programme de permis de travail spécifique pour les réfugiés syriens. Cela leur permet de postuler à un emploi salarié dans certains secteurs, à condition qu'ils aient la documentation correcte et un parrain (c'est-à-dire, un employeur).⁷⁸

Les jeunes déplacés internes (PDI) subissent des formes similaires d'exclusion. Ceux qui n'ont pas de réseau familial ou social pour les protéger sont particulièrement vulnérables, contraints de dépendre d'un emploi saisonnier ou irrégulier, informel, souvent non réglementé, mal rémunéré, imprévisible et exploitant.^{79,80} Le plus grand défi pour les jeunes déplacés internes qui souhaitent accéder à l'emploi est le manque de documents prouvant leur identité légale.



74 OIT (2020) [Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020: la technologie et l'avenir des emplois](#).

75 Zetter, R., Ruaudel, H. (2016) [Refugees' right to work and access to labor markets: an assessment](#).

76 UNHCR (2020) [Moyens d'existence et inclusion économique](#)

77 Dempster, H., Ginn, T., Graham, J., Ble, M.G., Jayasinghe, D, & Shorey, B. [Locked down and left behind: the impact of Covid-19 on refugees' economic inclusion](#).

78 UNHCR (2016) [The Jordan Compact](#).

79 Voir Schmeidl, S. & Bose, S. (2016). [Youth Interrupted: The Consequences of Urban Displacement for Young Men and Women in Afghanistan](#).

80 Tull, K (2019) [Civil documentation places Internally Displaced Persons \(IDPs\) in protracted displacement](#). K4D Helpdesk Report 636. Brighton, UK: Institute of Development Studies.

3. Le rôle du PAM dans le soutien à l'emploi des jeunes

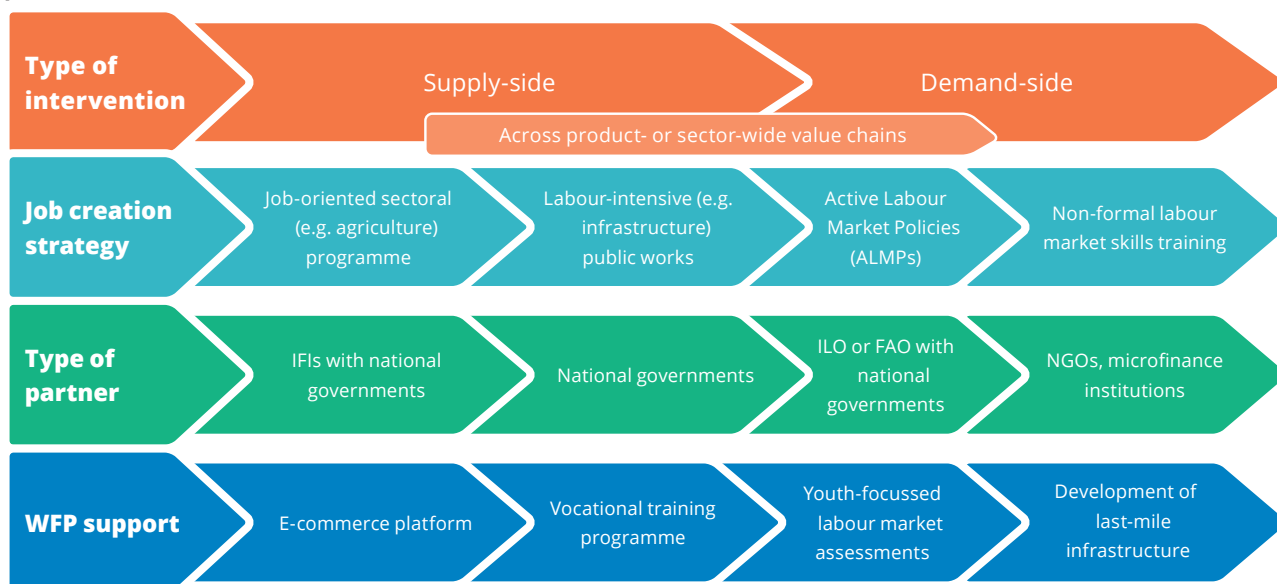
La vaste portée opérationnelle du PAM le met en contact avec des jeunes dont la recherche d'un travail décent se heurte à une série de difficultés croisées qui ne peuvent être surmontées que par des efforts parallèles aux niveaux local et national. Cette section résume comment le PAM peut utiliser son avantage comparatif pour faire entendre la voix des jeunes en situation d'insécurité alimentaire dans les débats sur l'emploi des jeunes et comment il peut utiliser les outils à sa disposition pour contribuer à des réponses qui apportent un changement durable à long terme.

3.1 Faire face à la crise des emplois manquants

Comme indiqué précédemment dans le rapport, le chômage des jeunes est largement reconnu comme un problème crucial pour les gouvernements nationaux. Il fait partie d'un problème plus large de chômage dans toutes les tranches d'âge, lié à la faible croissance économique et aux défis de la transformation économique. Il existe de nombreuses initiatives prises par les gouvernements nationaux, en collaboration avec les institutions financières internationales (IFI) telles que la Banque mondiale et les banques régionales de développement, ainsi qu'avec d'autres organisations des Nations Unies (notamment l'OIT, le PNUD et la FAO), pour identifier les secteurs (et au sein de ces secteurs, les activités) les plus susceptibles de générer des niveaux élevés de croissance économique tout en créant des emplois décents pour les jeunes femmes et

hommes. Une étude interne du PAM sur les programmes axés sur l'emploi dans une série de pays a noté que les gouvernements et les IFI préfèrent nettement concentrer les efforts de création d'emplois sur des secteurs spécifiques pour mettre en œuvre des stratégies de diversification, de modernisation et d'augmentation de la productivité. Il a identifié au moins 136 programmes de ce type d'une valeur de 13,33 milliards de dollars, dont 58% (7,67 milliards de dollars) ciblaient le secteur agroalimentaire qui, comme indiqué précédemment, a un effet multiplicateur positif sur la création d'emplois. L'étude a révélé que si les stratégies de création d'emplois précédentes mettaient l'accent sur les mécanismes de l'offre ou de la demande, les pays utilisent de plus en plus d'outils simultanément pour développer des chaînes de valeur à l'échelle des produits et des secteurs. La Figure 5 présente un schéma de base des types d'intervention que le PAM pourrait soutenir dans ce contexte, en utilisant une gamme d'outils pour contribuer tout au long des chaînes de valeur.

Figure 5: Développer des stratégies de création d'emplois axées sur les jeunes: rôles pour le PAM et ses partenaires. Source: auteurs



Les études de cas du travail du PAM au Kenya et en Jordanie montrent comment le travail au sein du portefeuille des systèmes alimentaires du PAM examine déjà des chaînes de valeur spécifiques pour identifier où et comment le soutien peut être le mieux ciblé sur l'emploi des jeunes. Trois autres actions pourraient aider le PAM à tirer davantage parti de sa portée opérationnelle et de ses compétences de base pour appuyer les stratégies nationales de création d'emplois. La première consiste à **participer dans les débats nationaux et régionaux sur l'emploi des jeunes**. Le PAM entretient des relations étroites avec les gouvernements nationaux et infranationaux et est en mesure d'établir des liens de confiance avec des communautés éloignées. Cela signifie qu'il a un rôle à jouer dans les débats au niveau macro, veillant à ce que les voix des jeunes femmes et hommes marginalisés en situation d'insécurité alimentaire soient représentées et aidant à cibler les programmes de création d'emplois sur les communautés en situation d'insécurité alimentaire en général et les jeunes en situation d'insécurité alimentaire en particulier. L'ODD 2 (faim zéro) ne peut être atteint pour tous que si le problème de l'emploi des jeunes est résolu par le biais de l'ODD 8.6.1. Le PAM est bien placé pour apporter une contribution significative aux débats nationaux, régionaux et mondiaux sur la manière dont le chômage des jeunes, le sous-emploi et la pauvreté au travail affectent l'insécurité alimentaire et l'efficacité des différentes stratégies de main-d'œuvre.

La seconde consiste à **mener des évaluations détaillées et prospectives du marché du travail** et à les utiliser pour refaçonner les programmes existants afin d'obtenir des résultats en matière d'emploi des jeunes, ainsi que pour s'assurer que les nouveaux programmes sont conçus dans une optique axée sur l'emploi des jeunes. Ces évaluations pourraient être spécifiques à la chaîne de valeur: Les équipes du PAM travaillant sur les systèmes alimentaires mènent de plus en plus d'évaluations de la chaîne de valeur (EVC) sensibles au genre, de l'agriculture aux activités en aval, en passant par la fourniture de services ruraux et les innovations numériques. Avec quelques ajustements, ces techniques d'EVC pourraient être étendues pour intégrer une approche axée sur l'emploi des jeunes dans un programme visant à renforcer des chaînes de valeur particulières. L'expertise du PAM pourrait (par exemple) augmenter les emplois dans les PME locales en soutenant la production locale d'équipements qui sont actuellement importés d'ailleurs, tels que de

petits silos et des sacs de stockage améliorés pour réduire les pertes après récolte. À plus grande échelle, il pourrait exploiter sa capacité et ses compétences dans les opérations soutenues par la technologie et dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement pour améliorer les plateformes de commerce électronique, en s'appuyant sur son expertise dans la Farm to Market Alliance (FtMA).⁸¹ L'examen interne mentionné précédemment a noté que le PAM pourrait utiliser son empreinte opérationnelle pour aider à connecter le «dernier kilomètre» à la chaîne de valeur alimentaire. Il s'agit des communautés rurales isolées avec lesquelles le PAM travaille, en les aidant à participer plus efficacement dans les systèmes alimentaires et leurs économies locales en soutenant les infrastructures physiques et la gestion de la chaîne d'approvisionnement (routes, eau, stockage, entreposage et transport), les infrastructures numériques (électricité et connectivité) et l'infrastructure financière (crédit, assurance, portefeuilles numériques et autres types de fintech qui facilitent leur participation aux politiques actives du marché du travail (PAMT) et autres formes de protection sociale). En outre, les évaluations du marché du travail menées au début des opérations concernant les réfugiés pourraient identifier les compétences les plus susceptibles d'être nécessaires à l'intérieur et à l'extérieur des camps, aider à comprendre comment le secteur privé pourrait participer le plus efficacement possible et déterminer comment les modalités du PAM pourraient être combinées pour soutenir l'emploi local et la croissance économique.⁸²

En outre, **des évaluations plus larges du marché du travail** pourraient déterminer de quelles infrastructures et compétences une communauté particulière en situation d'insécurité alimentaire aura besoin pour accéder aux emplois actuels et futurs dans sa région. Les technologies numériques sont de plus en plus utilisées dans les chaînes de valeur alimentaires pour relier les zones rurales, périurbaines et urbaines (dans les villes de province, pas seulement les capitales) créant des opportunités de travail dans l'approvisionnement en intrants, l'entreposage, la livraison et l'exécution des commandes, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et autres formes de soutien aux entreprises telles que le marketing et les fintech.⁸³ Une récente évaluation interne menée en Côte d'Ivoire a noté le besoin du secteur public de personnes possédant des compétences numériques et en matière de données telles que des enquêteurs et des gestionnaires de

81 Voir www.ftma.org.

82 Husain, A., Bauer, J.-M. and Sandström, S (2014) *Economic impact study: direct and indirect impact of the WFP food voucher program in Jordan*.

83 Dolislager, M., Reardon, T., Arslan, A., Fox, L., Liverpool-Tasie, S., Sauer, C. & Tschirley, D.L. (2020). *Youth and Adult Agrifood System Employment in Developing Regions: Rural (Periurban to Hinterland) vs. Urban*.

données pour aider à cataloguer les documents publics et les compétences logistiques dans le réseau postal. Des analyses approfondies du marché du travail aideraient à anticiper où de telles compétences pourraient exister à l'avenir: bien que bon nombre de ces emplois se trouvent actuellement dans les zones urbaines, à mesure que le secteur public se numérise, il est probable qu'ils soient de plus en plus nécessaires dans les villes de province. Ces évaluations plus larges devront être menées par des spécialistes du marché du travail et inclure des partenaires non traditionnels du PAM tels que les ministères de la planification et du travail, les conseils d'entreprises et d'autres organismes du secteur privé. Encadrer ces évaluations du marché du travail dans les macro-débats sur l'emploi des jeunes aidera le PAM à concevoir des programmes de soutien qui anticipent les futures opportunités d'emploi dans les systèmes alimentaires et d'autres domaines tels que les emplois verts et les emplois numériques.

Pour que ces recommandations soient stratégiques et efficaces, **le PAM devra recueillir des données sur les effets à moyen et à long terme de sa programmation en cours sur l'emploi des jeunes.** À l'heure actuelle, seules des données à court terme sont collectées, permettant de connaître le nombre de personnes formées et la proportion de stagiaires qui sont passés à un emploi régulier. Cependant, les données à moyen et à long terme qui fournissent des éléments factuels sur la qualité de l'emploi, le maintien de l'emploi et la création d'emplois au sens large ne sont pas collectées systématiquement. Il est donc difficile de comprendre quelles activités du PAM ont aidé les jeunes femmes et hommes à trouver et à conserver un travail décent et comment ils y sont parvenus. Pour participer dans les débats nationaux et régionaux sur l'emploi des jeunes il sera nécessaire que le PAM dispose d'éléments factuels, ventilés par âge et par sexe, qui lui permettront de surveiller son propre travail et de représenter la voix des jeunes en situation d'insécurité alimentaire dans les débats nationaux, régionaux et mondiaux. Il existe quelques exemples: une évaluation d'un système de

bons du PAM en Palestine a révélé que ce dernier injectait suffisamment de liquidités dans le marché laitier local pour augmenter l'emploi jusqu'à 45% dans les entreprises participantes et jusqu'à 20% dans les entreprises non participantes.⁸⁴ Une étude de 2014 sur le programme de bons alimentaires du PAM pour les réfugiés syriens en Jordanie a révélé un effet significatif sur la création d'emplois dans le secteur de la vente au détail de produits alimentaires locaux, les magasins participants et non participants ayant embauché de nouveaux employés.⁸⁵ Un engagement plus cohérent visant à collecter des éléments factuels sur la manière dont le travail du PAM influe sur l'emploi des jeunes permettrait une agrégation et un apprentissage entre les programmes et entre les pays. La collecte de données sur l'emploi des jeunes dans les systèmes alimentaires serait un début utile, mais le PAM pourrait également inclure des données probantes provenant d'activités de création d'actifs jusqu'à des programmes tels que EMPACT, qui propose une formation aux compétences numériques et une adéquation des emplois sur les marchés nationaux et internationaux. Les activités de création d'actifs ne sont pas spécifiquement orientées vers l'emploi mais peuvent avoir des effets indirects sur l'emploi grâce à une plus grande capacité de production, contribuant ainsi à réduire les facteurs d'incitation qui encouragent les jeunes à migrer.

84 WFP (2018) [Secondary impact of the cash based transfer voucher: key findings from 4th round measurement \(Palestine\)](#).

85 Husain, A., Bauer, J.-M. and Sandström, S (2014) *ibid.*

3.2 S'attaquer à l'inadéquation des compétences

Le mandat mondial pour remédier à l'inadéquation des compétences incombe aux gouvernements nationaux avec le soutien d'organisations internationales telles que l'OIT et l'UNESCO. Le programme Assistance alimentaire conditionnelle à la formation (FFT) du PAM constitue un effort complémentaire à grande échelle visant à renforcer le capital humain axé sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Il fournit des transferts à condition que le participant à la FFT assiste à une formation de développement des compétences, les transferts garantissant que la participation à la formation ne compromettra pas le statut de sécurité alimentaire des stagiaires. Les programmes FFT fonctionnent dans les secteurs primaire (production agricole et réhabilitation de l'environnement),⁸⁶ secondaire (industrie et fabrication) et tertiaire (services), le PAM jouant souvent le rôle d'intermédiaire, veillant à ce que les ménages à faible revenu et en situation d'insécurité alimentaire soient informés des opportunités d'emploi et en leur permettant d'acquérir les compétences appropriées.

La formation est dispensée par des prestataires de compétences spécialisés: la formation technique et professionnelle peut être complétée par d'autres activités de développement de compétences relatives à l'alphabétisation et au calcul de base, à l'alphabétisation numérique et financière, à l'entrepreneuriat et aux compétences commerciales, aux services de recherche d'emploi, aux transferts d'actifs et à l'accès au financement. La formation peut être dispensée par le biais d'apprentissages et de stages, de formation en cours d'emploi, de mentorat et d'encadrement ou d'exercices en classe, souvent avec une certification formelle délivrée à la fin du programme.⁸⁷ Elle peut être dispensée par des établissements nationaux de formation technique et professionnelle (EFTP), d'autres organisations éducatives, des ONG ou le secteur privé. Le PAM travaille en partenariat avec un large éventail d'acteurs pour créer des ponts entre les formateurs, les stagiaires et les employeurs

potentiels, y compris les entités gouvernementales, les organisations internationales, les institutions financières, les instituts de recherche, les associations de la société civile et le secteur privé. La formation peut durer de quelques jours (comme dans le cadre d'un stage) à plusieurs mois (comme dans le cas d'un apprentissage). Des interventions complémentaires telles que le transport, la garde d'enfants ou le soutien psychosocial peuvent être importantes pour assurer la rétention des stagiaires, en particulier pour les femmes et les personnes défavorisées par un handicap, des problèmes de santé mentale, l'isolement social ou les résultats d'un traumatisme. De nouveaux types de formation se développent, profitant des opportunités offertes par les technologies numériques, comme le programme EMPACT qui proposait une formation aux compétences numériques accompagnée d'un soutien à l'appariement des emplois, pour aider les populations vulnérables à accéder au travail dans l'économie numérique mondiale par le biais des plateformes de microtravail. Testé avec des réfugiés dans trois pays (voir Encadré 8), EMPACT est en train d'être étendu aux populations non réfugiées et urbaines dans plusieurs autres pays.⁸⁸

ENCADRÉ 8: FORMATION AUX COMPÉTENCES NUMÉRIQUES POUR LES RÉFUGIÉS

La plupart des réfugiés sont limités dans les types d'emploi auxquels ils peuvent accéder à l'extérieur des camps, et l'éventail des activités professionnelles à l'intérieur des camps est restreint. Les compétences informatiques permettent aux réfugiés de vendre leurs services en ligne en tant que travailleurs indépendants ou employés dans des entreprises locales, le cas échéant, et même d'atteindre les marchés internationaux. Le Conseil norvégien pour les réfugiés, par exemple, forme des réfugiés du camp de réfugiés de Dadaab, au Kenya, pour qu'ils deviennent des «travailleurs indépendants en ligne», dans les chaînes de valeur numériques.⁸⁹ Cependant, on ne sait pas combien de temps durent les effets sur l'emploi de cette formation aux compétences numériques. Compte tenu du temps qu'il faut aux stagiaires pour trouver un emploi et franchir les étapes nécessaires pour obtenir un emploi, il est important de se concentrer de plus en plus sur les impacts à moyen terme de ces programmes.

⁸⁶ La remise en état de l'environnement et d'autres infrastructures physiques est généralement associée au programme Assistance alimentaire contre biens communautaires du PAM, mais elle peut avoir des répercussions sur l'emploi, car l'amélioration des actifs encourage une plus grande productivité.

⁸⁷ Feyertag, J. (2022) WFP's role in youth employment and inclusion programming: Jordan case study.

⁸⁸ Voir [EMPACT project overview](#).

⁸⁹ NRC (2021) [Meet the refugees joining the digital economy](#).

Dans certains pays, le renforcement des compétences est assuré par des groupes de jeunes, qui sont considérés comme un moyen de plus en plus important pour les jeunes femmes et hommes de développer leur capital humain.⁹⁰ L'étude de cas du Kenya décrit le travail considérable que le PAM accomplit avec les gouvernements des comtés pour soutenir les groupes de jeunes. Les groupes s'inscrivent pour accéder à des services de soutien allant de la fourniture de financement d'actifs et de formation en alphabétisation financière, en entrepreneuriat et en développement des affaires jusqu'au développement de compétences numériques, de leadership et de réseautage. Les groupes de jeunes ne sont pas seulement des véhicules pour accéder aux ressources. En effet, le processus de formation des groupes peut aider les jeunes femmes et hommes à développer un capital social sous forme de réseaux et un plus grand pouvoir de négociation, un capital personnel sous forme de compétences et de résilience psychologique, ainsi qu'un capital financier qui leur permet de contracter des emprunts et de créer ou développer des entreprises. Ils peuvent également être un véhicule utile pour explorer les questions de genre et d'équité. Dans certains cas, les groupes de jeunes peuvent être encadrés par des personnes plus expérimentées de leurs communautés qui peuvent les aider à renforcer leur confiance, à développer un sentiment plus fort que leur travail compte et à comprendre comment repérer les opportunités, fixer des objectifs, faire des plans et surmonter les revers.⁹¹

Cependant, les groupes de jeunes ne sont pas homogènes. L'étude de cas de la Jordanie a mis en évidence comment le fait d'accorder une attention particulière aux normes sociales et de genre lors de la conception des programmes FFT peut aider les femmes et les hommes à réfléchir à la façon dont la formation aux compétences de vie et aux compétences non techniques pourrait changer les perceptions de la productivité des femmes en dehors du foyer et de leurs contributions au bien-être de la famille. L'étude de cas du Kenya souligne comment les différences entre les sexes peuvent avoir des implications importantes sur la facilité avec laquelle il est possible de créer des groupes de jeunes et sur la durée de leur fonctionnement efficace. Les personnes interrogées au Kenya ont noté que les groupes de jeunes n'atteignent pas toujours les personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Les jeunes hommes et femmes

sans capital (qui sont susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire) sont souvent incapables de se permettre l'investissement initial nécessaire pour rejoindre ces groupes, tandis que ceux dont les entreprises commencent à se débattre peuvent être pris dans une spirale descendante.⁹² Les jeunes femmes et hommes ont besoin de ressources psychosociales pour assister aux réunions de groupe; cela peut être particulièrement difficile pour les jeunes femmes souffrant de problèmes de santé mentale ou assumant de lourdes responsabilités en matière de garde d'enfants. Bien que ces observations puissent être spécifiques à un pays, elles soulignent la nécessité de comprendre les résultats à plus long terme du travail avec des groupes de jeunes pour s'assurer que le soutien qu'ils reçoivent est effectivement adapté aux besoins et aux aspirations des deux sexes.

Les défis auxquels le PAM est confronté dans la conception de programmes efficaces de développement du capital humain ciblant les jeunes reposent sur le fait que pour beaucoup d'entre eux, les stratégies de subsistance dépendent de leur sexe et de l'étape où ils se trouvent dans leur vie. Tous ne recherchent pas un emploi stable et salarié dans un secteur particulier, ce qui rend le ciblage de la formation qualifiante des plus difficiles. Le PAM possède une vaste expérience dans la création d'un large éventail de partenariats pour dispenser une formation professionnelle et d'autres formes de formation axées sur les systèmes alimentaires et les moyens de subsistance dans les zones rurales où la majeure partie de l'aide du PAM est fournie. En mettant davantage l'accent sur la conduite d'évaluations de la chaîne de valeur et du marché du travail au sens large, il aura la possibilité d'adapter plus étroitement son développement du capital humain aux endroits où les emplois sont susceptibles d'exister.^{93,94} Cependant, en accompagnant cette approche plus ciblée, une formation sensible au genre mais à large assise en matière d'alphabétisation financière et numérique (par exemple, comment établir un bon historique de crédit en ligne) garantira que les jeunes femmes et hommes seront capables de gérer efficacement les finances de leur famille et de leur entreprise, évitant ainsi les escroqueries financières et assurant la sécurité en ligne (Encadré 9). De plus, là où l'accès au financement est très limité, le PAM peut contribuer à approfondir l'inclusion financière en s'appuyant sur les efforts visant à proposer des transferts numériques en espèces (CBT), en les reliant à

90 Löwe, A., Njambi-Szapka, S., and Phiona, S. (2019) *ibid.*

91 Voir aussi OIT (2011) [Des coopératives pour un développement rural axé sur les personnes. Beaucoup de fonctions sociales des coopératives sont similaires à celles des groupes de jeunes](#)

92 Löwe, A. & Njambi-Szapka, S. and Phiona, S (2019) *ibid.*

93 Betcherman, G. and Khan, T. (2015) [Youth employment in sub-Saharan Africa: taking stock of the evidence and knowledge gaps.](#)

94 Glick, P., Huang, C. and Mejia, N. (2015) [The Private Sector and Youth Skills and Employment Programmes in Low and Middle-Income Countries.](#)

des écosystèmes financiers plus larges. Le projet EMPACT du PAM travaille avec des populations non bancarisées, testant des portefeuilles blockchain pour leur donner accès à des opportunités génératrices de revenus en

ligne et à distance. Les programmes d'aide en espèces pourraient également être utilisés comme base pour fournir des prêts-relais à taux d'intérêt faible ou nul.

ENCADRÉ 9: LE CARACTÈRE SEXOSPÉCIFIQUE DE L'ACCÈS AUX TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

L'accès aux technologies numériques est souvent très sexospécifique. Les travaux visant à améliorer l'alphabétisation financière (comme la numérisation de l'épargne pour les jeunes et les associations de prêt afin que les membres puissent utiliser des applications d'épargne en ligne plutôt que d'assister à des réunions de groupe) peuvent profiter davantage aux jeunes hommes qu'aux jeunes femmes, dont l'accès aux téléphones portables à la maison est souvent plus limité.⁹⁵ Bien que cela puisse être compensé par des programmes bien conçus avec des groupes de jeunes, le PAM peut jouer un rôle plus large dans le plaidoyer au niveau national pour réduire la fracture numérique dans les régions reculées où il travaille. L'approche «écoles en tant que plateformes», dans le cadre de laquelle l'infrastructure numérique est centrée autour des écoles, pourrait offrir un accès équitable entre les sexes aux équipements, formations et services numériques. Comme la formation à l'entrepreneuriat et la formation générale aux compétences numériques n'aideront les jeunes hommes et femmes jusqu'à une certaine limite, elles doivent s'accompagner d'autres formations pour acquérir des compétences spécifiques au marché telles que le commerce électronique, le marketing électronique, la conception de sites Internet et le développement d'applications.⁹⁶

Au sein des systèmes alimentaires, les **EVC aideront à mieux adapter les formations aux chaînes de valeur agricoles spécifiques**. Cela permettra de s'assurer que les types de formation générique décrits ci-dessus puissent être accompagnés de «sessions d'approfondissement» dans les besoins spécifiques de chaque chaîne de valeur, y compris les caractéristiques des produits et l'éventail de possibilités d'ajout de valeur. L'appariement par le PAM des stagiaires individuels aux opportunités d'emploi aide les personnes à voir un chemin direct entre la formation et l'emploi, mais une approche plus ciblée pourrait aider davantage en utilisant la formation pour **créer des communautés de jeunes pour travailler ensemble à la résolution des goulots d'étranglement dans les systèmes alimentaires**.

Cela comprend le renforcement des chaînes de valeur qui relient les zones rurales et urbaines, en réponse à l'évolution rapide des systèmes alimentaires en raison de l'urbanisation, du commerce électronique et du nombre croissant de jeunes en situation d'insécurité

alimentaire qui vivent dans les villes. Il a été démontré que les plateformes de commerce électronique agissent en tant que diversificateurs et multiplicateurs d'emplois, avec un potentiel de croissance exponentiel.⁹⁷ Cependant, les opportunités de création d'emplois le long des chaînes d'approvisionnement dépendent de bonnes connexions entre les zones rurales et les marchés urbains ou périurbains, en particulier dans l'agriculture et notamment là où les chaînes du froid sont nécessaires pour transporter des produits frais.⁹⁸ L'étude de cas du Kenya note comment la croissance des villes de province offre une opportunité de construire une gamme de chaînes de valeur agroalimentaires qui pourraient être desservies par des réseaux de jeunes, en tirant parti de leurs compétences, ressources et relations complémentaires pour co-crée des entreprises qui leur permettraient de rester dans leur communauté tout en faisant partie d'une plus grande entreprise.

95 Löwe, A. & Njambi-Szapka, S. and Phiona, S (2019) *ibid.*

96 Voir Carboni, I and Schiff, A. (2020) [How do we develop work-ready youth in a digital age?](#)

97 Krishnan, A., Banga, K. and Feyertag, J. (2020) [Platforms in Agricultural Value Chains: Emergence of new business models](#), ODI AgriTech Report Series 2.

98 Wiggins, S. and Keats, S. (2013) [Leaping & Learning: Linking smallholders to markets](#).

Dans certains pays, la réponse budgétaire à la pandémie de Covid-19 a contribué à modifier le fonctionnement des plateformes de commerce électronique, créant une demande sur les systèmes alimentaires dont les effets pourraient durer plus longtemps que la pandémie et offrir des opportunités commerciales aux jeunes. Étant donné que les compétences en apprentissage numérique sont fortement corrélées à l'âge,⁹⁹ sensibiliser et aider à améliorer ces plateformes au profit de ceux qui en ont le plus besoin pourrait créer des opportunités pour les jeunes hommes et femmes d'apprendre et de transmettre des connaissances ou de créer de nouvelles connexions dans les chaînes d'approvisionnement et de valeur (voir Encadré 10). Les plateformes numériques peuvent aider les jeunes hommes et femmes à renforcer leur solvabilité auprès des institutions financières et à accéder au financement, comme en témoignent les initiatives récentes visant à approfondir le développement du secteur financier en Afrique orientale.¹⁰⁰ Le PAM développe également une expertise considérable dans la promotion de l'innovation dans les systèmes alimentaires et l'utilisation des technologies numériques pour fournir de meilleurs produits et processus, des économies d'échelle, des gains de productivité et un meilleur accès aux marchés.¹⁰¹

Les jeunes sont de plus en plus mécontents de la production agricole des petits exploitants, ce qui contribue à l'exode rural. Mettre l'accent sur l'innovation, qui exploite les avantages des technologies numériques, pourrait aider à renommer la production agricole comme un domaine de croissance pour les entreprises innovantes qui sont particulièrement adaptées aux besoins des jeunes femmes et hommes. À l'heure actuelle, la fonction d'innovation du PAM est nouvelle et relativement centralisée, axée sur les possibilités d'innovation à grande échelle. **La décentralisation de son approche de l'innovation pourrait apporter des capacités de réflexion innovantes et entrepreneuriales aux zones rurales** (et aux zones urbaines où le PAM commence à travailler) en combinaison avec les connaissances locales pour garantir que les innovations émergeront du contexte local (voir Encadré 10). Cependant, il sera important de comprendre comment la promotion d'innovations nouvelles et passionnantes pourrait remodeler les relations de pouvoir dans les écosystèmes commerciaux locaux, pour se prémunir contre les élites qui captent la valeur des programmes destinés aux jeunes.

ENCADRÉ 10: LES LIMITES DE L'ENTREPRENEURIAT COMME SOLUTION AU PROBLÈME DE L'EMPLOI

Alors que le soutien au développement de l'esprit d'entreprise est bien accueilli par les bénéficiaires individuels, l'OIT est prudente quant à la promotion excessive de l'esprit d'entreprise au niveau des programmes, car elle a tendance à créer des emplois indépendants dans les micro-entreprises, plutôt que des emplois pour d'autres.¹⁰² Se concentrer sur le soutien des chaînes de valeur individuelles où la chaîne d'approvisionnement est relativement courte pourrait aider à créer de petites entreprises qui peuvent embaucher des employés et avoir une chance de croissance. Cependant, il s'agit d'une approche à long terme de la création d'emplois. Elle devra être réalisée en partenariat avec les ministères concernés, l'OIT, la FAO et d'autres programmes à long terme tels que ceux soutenus par GIZ. Ceux-ci peuvent offrir un soutien continu aux jeunes pour surmonter les obstacles inévitables liés à la croissance des petites entreprises et prendre le relais là où le mandat du PAM se termine.

99 Pour des éléments factuels concernant le Kenya, voir Dalberg (2019) [Youth not in education, employment and training in Kenya: Understanding values, capabilities and barriers towards achieving career and life goals](#).

100 Krishnan, A., Banga, K. and Feyertag, J. (2020) *ibid.*

101 See for example [WFP Innovation Hub for East Africa](#).

102 OIT (2020) [Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2020: la technologie et l'avenir des emplois](#)

3.3 Lutter contre l'exclusion des jeunes des marchés du travail

Les jeunes femmes et hommes peuvent être exclus des marchés du travail de diverses manières, ce qui reflète le fait que les «jeunes» ne constituent pas un groupe homogène et que les «jeunes» ne constituent pas non plus une définition stable. Tous les jeunes sont confrontés à un mélange croisé d'obstacles matériels et immatériels à la recherche d'un emploi: les obstacles majeurs comprennent le coût et la disponibilité des transports, le faible niveau de compétences appropriées et l'accès limité aux institutions financières. Les barrières souples comprennent le faible capital social, les problèmes de stigmatisation liés à la pauvreté, au handicap ou à l'état de santé, ou les normes culturelles discriminatoires liées au sexe, à l'origine ethnique ou aux barrières linguistiques.¹⁰³ Les jeunes ont également eu peu de temps pour développer les réseaux sociaux qui sont si importants pour trouver du travail et créer des entreprises prospères. Cela peut être particulièrement difficile pour les jeunes hommes et femmes en situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire et pour ceux issus de minorités ethniques dont les familles ont peu de contacts.¹⁰⁴

Même avec des niveaux d'éducation et de formation similaires à ceux des hommes, les jeunes femmes ont de plus grandes difficultés à trouver un emploi. Dans de nombreux pays, les normes culturelles poussent les jeunes femmes à se marier et à fonder une famille: les responsabilités parentales qui en résultent limitent l'accès à l'éducation et à la formation (et, comme indiqué ci-dessus, aux groupes de jeunes) qui les relèguent souvent à des emplois non qualifiés et mal rémunérés dans le secteur informel.¹⁰⁵ Les femmes ont souvent des droits fonciers limités, ce qui peut les empêcher de quitter des relations abusives et les rend vulnérables à la pauvreté en raison du divorce, du veuvage ou (dans certains pays) de la polygamie. Les femmes en mauvaise santé peuvent être davantage marginalisées et incapables d'accéder aux services de santé qui pourraient aider à réduire leur vulnérabilité. De plus, une fois au travail, les jeunes femmes peuvent être confrontées au harcèlement sexuel et à des obstacles informels à l'avancement. Ces multiples

défis croisés signifient que de nombreuses femmes peuvent préférer le travail indépendant au travail salarié, même si leurs conditions de travail peuvent être moins bonnes et le type de travail plus précaire.

Le mandat du PAM, qui consiste à répondre aux besoins des personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire, met fortement l'accent sur la lutte contre la discrimination, en particulier à l'encontre des femmes et des réfugiés. Cela signifie que tous ses programmes visent implicitement à accroître l'inclusion, aidant ainsi les plus vulnérables à participer dans les processus de croissance économique de manière à créer des moyens de subsistance résilients. Ce rapport et les études de cas qui l'accompagnent ont souligné l'importance de considérer les jeunes en situation d'insécurité alimentaire comme un groupe confronté à un ensemble particulier d'obstacles d'exclusion qui limitent leur capacité à trouver un travail décent et épanouissant. Ils suggèrent quatre niveaux auxquels le PAM peut travailler pour surmonter l'exclusion des jeunes du marché du travail: résoudre les problèmes structurels sous-jacents, résoudre des problèmes spécifiques, renforcer la participation des jeunes dans sa programmation et donner l'exemple dans ses propres opérations.

Le PAM travaille en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux et infranationaux dans tous ses programmes. Étant donné que de nombreuses caractéristiques utilisées pour exclure les jeunes femmes et hommes des marchés du travail sont structurelles (telles que l'origine ethnique ou le sexe), il a un rôle à jouer dans la **lutte contre les causes sous-jacentes de l'exclusion des marchés du travail** en soutenant l'élaboration d'une législation sur les droits de l'homme, qui est la base de l'autonomisation, de l'expression et de la responsabilité. Le PAM en est déjà conscient grâce à son travail sur la création de moyens de subsistance résilients et sa participation aux PAMT. Cependant, dans ses discussions au niveau national, il pourrait mettre davantage l'accent sur la législation relative au travail pour s'attaquer aux obstacles à l'inclusion des jeunes sur les marchés du travail ainsi que sur l'amélioration de l'inclusion financière et numérique des jeunes (en particulier les femmes, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays).

Pour participer à ces discussions, le PAM devra continuer à **étayer sa base de données factuelles sur ce qui fonctionne dans les programmes d'emploi des jeunes pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire**.

103 OIT (2020) [L'exclusion des jeunes de l'emploi et de la formation s'accroît](#)

104 Löwe, A., Njambo-Szapka, S. & Phiona, S. (2019) *ibid.*

105 Voir, par exemple, FIDA (2020) [Brief on gender and social inclusion: East and Southern Africa](#).

En plus de collecter des données de suivi pour les résultats à moyen terme de l'emploi des jeunes, des éléments factuels peuvent également être recueillis à partir **d'évaluations de la chaîne de valeur et d'évaluations plus larges du marché du travail qui envisagent des problèmes spécifiques à travers le prisme de l'emploi des jeunes** et qui examinent les obstacles structurels et spécifiques au contexte qui entravent l'inclusion des jeunes. Une attention particulière doit être accordée à la compréhension de l'économie politique de chaque chaîne de valeur, à savoir les réseaux d'élite et les relations de pouvoir qui pourraient capter les avantages de ce que les jeunes ont construit et saper la durabilité des résultats de l'emploi des jeunes.

Les jeunes femmes et hommes sont souvent désireux d'être des agents de changement au sein de leurs propres communautés, plutôt que d'être simplement les

bénéficiaires des programmes d'aide. Dans le cadre de ses opérations, le **PAM peut renforcer la participation des jeunes dans tous ses programmes**: impliquer les jeunes dans le diagnostic de leurs propres problèmes, faire entendre leur voix dans les débats qui affectent leurs perspectives d'emploi et créer une base d'éléments factuels sur les bienfaits à court et à long terme de l'inclusion des jeunes sur les marchés du travail. Cela peut également aider à **créer des structures pour la participation des jeunes à la gouvernance à tous les niveaux de l'organisation**. Cela pourrait impliquer la participation des bureaux de pays avec des conseillers en matière de jeunesse pour les détails de la planification et de la conception des programmes et travailler au siège pour renforcer la voix des jeunes femmes et hommes tout au long de la programmation du PAM.



4. Recommandations finales

À l'échelle mondiale, les jeunes représentent environ 24% des travailleurs en situation de pauvreté. Sur les 115,5 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire directement servies par le PAM en 2020, au moins 27 millions étaient des jeunes hommes et femmes classés comme n'étant ni en emploi, ni en études ni en formation (NEET). Ces 27 millions de personnes font partie d'un problème mondial plus large: dans le monde, 270 millions de jeunes sont NEET, confrontés à des défis importants dans leur effort de trouver un travail qui leur fournit un revenu suffisant et les aide à garantir leur sécurité alimentaire. Les jeunes chômeurs et sous-employés sont une ressource gaspillée dans la quête d'un développement durable et une réserve potentielle de ressentiment et de frustration qui peut conduire à une marginalisation sociale, économique et politique plus profonde, à la participation à des activités illicites, à des conflits et à la migration.

Le PAM travaille dans des communautés où les taux de NEET sont élevés chez les jeunes femmes et hommes: ils sont en situation d'insécurité alimentaire car ils ont été déplacés à cause de conflits ou de catastrophes, marginalisés en raison de leur faible accès à l'éducation et à d'autres ressources et vulnérables en raison de facteurs contribuant à leur exclusion structurelle des marchés du travail, tels que le sexe, l'origine ethnique ou le handicap. Bien que le mandat du PAM ne soit pas spécifiquement axé sur la création d'emplois, il a une longue histoire de soutien implicite à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes via une gamme de modalités. Cela étant dit, cela ne suffit pas à lui seul: la crise de l'emploi des jeunes représente un risque important pour la réalisation de l'objectif de développement durable Faim zéro (ODD 2), un objectif clé du PAM. Si le PAM veut faire progresser de manière significative ses propres efforts de réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, il devra adopter une approche plus délibérée et ciblée pour aborder l'emploi des jeunes.

L'analyse présentée dans ce rapport suggère quatre façons dont le PAM peut commencer à intégrer le soutien à l'emploi des jeunes dans son travail: d'abord en interne, dans le cadre des activités et des opérations existantes, ensuite de manière plus ciblée et proactive, dans le cadre des plans et des programmes plus larges des gouvernements et de leurs partenaires.

La première consisterait à **renforcer le récit institutionnel autour des jeunes tant qu'agents du changement confiants et créatifs au sein de**

leurs propres communautés, des personnes qui comprennent parfaitement les problèmes auxquels elles sont confrontées et qui ont tout intérêt à identifier et à mettre en œuvre des solutions. Agir d'une manière sensible au genre et aux conflits aidera à renforcer la capacité d'action des jeunes malgré les obstacles structurels auxquels ils peuvent être confrontés sur le marché du travail et chez eux. Cela signifie reconnaître explicitement la relation entre le programme Changer des vies du PAM et l'emploi des jeunes, en l'inscrivant dans une stratégie organisationnelle pour lutter contre les obstacles intersectionnels auxquels les jeunes femmes et hommes sont confrontés dans la recherche d'emploi, et examiner comment le PAM peut utiliser au mieux sa programmation pour améliorer leurs perspectives d'emploi:

- Fournir un soutien continu aux efforts déployés par les gouvernements et les partenaires pour encourager les adolescents à rester à l'école et à bénéficier pleinement de leur éducation.
- Maintenir l'accent sur les normes de genre, en tant qu'approche à long terme pour changer le récit de ce que signifie d'être un(e) jeune.
- Adopter cette approche globale pour accompagner les jeunes jusqu'à la formation professionnelle soutenue par la FFT et travailler avec des groupes de jeunes, en complétant la formation technique par des compétences souples et de réflexion critique qui renforcent la confiance des jeunes.
- Modéliser l'inclusion des jeunes dans les propres structures opérationnelles et de gouvernance du PAM, en:
 - développant une équipe de jeunes basée au siège du PAM. Cette équipe ferait entendre la voix des jeunes dans la conception, le suivi et l'évaluation des programmes, tout en aidant à anticiper l'évolution des problèmes liés à l'emploi des jeunes à cause de l'urbanisation et d'autres changements mondiaux et locaux;
 - créant un conseil consultatif de jeunes pour contribuer à l'orientation politique de l'organisation et aider à intégrer l'emploi des jeunes et l'inclusion des préoccupations en veillant à ce que les décisions prises au nom des jeunes impliquent également de jeunes représentants.

S'appuyant sur ce récit institutionnel plus précis autour des capacités des jeunes, le PAM pourrait **mener des évaluations plus systématiques des perspectives d'emploi des jeunes en situation d'insécurité alimentaire dans les systèmes alimentaires, les chaînes de valeur et sur les marchés du travail au sens large**. Cela aidera à cibler le développement du capital humain vers les marchés du travail locaux et les opportunités entrepreneuriales potentielles au sein d'écosystèmes de l'innovation, de l'alimentation et des entreprises au sens large, en :

- participant aux débats nationaux sur l'emploi des jeunes pour s'assurer que les voix des jeunes en situation d'insécurité alimentaire seront représentées et pour comprendre comment les initiatives macroéconomiques pourraient mieux les cibler;
- travaillant avec les gouvernements, les organisations partenaires et les analystes spécialisés pour mener des évaluations du marché du travail sensibles au genre, y compris les analyses de la chaîne de valeur en cours. Les jeunes hommes et femmes qui font partie des groupes de jeunes ou des camps de réfugiés soutenus par le PAM pourraient participer à des diagnostics locaux afin de renforcer leur participation au sein de leurs communautés;
- reliant les évaluations du marché du travail et le développement du capital humain à la programmation plus large du PAM en matière de protection sociale et de marché du travail. L'emploi des jeunes est une question transversale pour le PAM et il faudra un effort organisationnel pour s'assurer que cette prise de conscience sera bien coordonnée en interne.
- veillant à ce que les résultats des EVC et des évaluations du marché du travail alimentent directement la conception et le ciblage des programmes de formation, afin de préparer les jeunes femmes et hommes à de futures opportunités d'emploi. Au fur et à mesure que l'économie numérique s'étend aux zones rurales, la formation à l'alphabétisation financière et numérique et à la sécurité en ligne deviendra de plus en plus importante, non seulement en tant que compétences qui améliorent l'employabilité, mais aussi en tant que compétences qui aideront les jeunes à gérer plus efficacement leurs finances familiales et à rester en sécurité en ligne;

clarifiant les implications opérationnelles pour

le PAM en mettant l'accent sur l'emploi des jeunes. Des observations spécifiques sur la programmation opérationnelle sont mises en évidence dans ce rapport et dans les études de cas de pays qui l'accompagnent.

Néanmoins, avec un soutien dédié au siège et au niveau des pays, le PAM pourrait développer une orientation cohérente et systématique, en intégrant les travaux visant à améliorer les résultats en matière d'emploi des jeunes dans toutes ses activités, en :

- reconnaissant que le PAM ne part pas de zéro et que les programmes et les bureaux de pays ont une expérience dans laquelle il est possible de puiser systématiquement. Cela signifie créer une base de données factuelles pour étayer la conception d'interventions ayant des résultats en matière d'emploi des jeunes, structurée de manière à pouvoir être agrégée entre les programmes et entre les pays. Elle devra être compatible avec les systèmes nationaux d'information sur le marché du travail et saisir les effets à moyen terme de la programmation du PAM sur l'emploi des jeunes. L'équipe de jeunes proposée ci-dessus pourrait coordonner cet effort;
- en faisant un meilleur usage de la capacité du PAM à connecter le «dernier kilomètre» des chaînes de valeur alimentaires pour développer des programmes opérationnels qui soutiennent le développement des infrastructures physiques, numériques et financières qui sous-tendent la recherche d'un travail décent par les jeunes. Cela améliorerait les opportunités locales de création d'emplois, en particulier dans les zones rurales, tout en renforçant les liens importants entre les zones rurales et urbaines qui contribuent à une croissance économique généralisée;
- en contribuant à la décentralisation de la capacité d'innovation dans les pays partenaires, au renforcement de la capacité d'innovation aux niveaux infranationaux et à l'identification de possibilités permettant de mettre en contact les jeunes innovateurs ruraux et urbains pour créer des chaînes de valeur. Cette décentralisation devra s'inscrire dans le cadre d'une compréhension détaillée du potentiel des programmes d'innovation soutenus par le PAM de perturber les structures de pouvoir locales dans l'écosystème des entreprises, en particulier lorsque les environnements réglementaires sont faibles;

En développant et en renforçant les partenariats institutionnels, mettant l'accent sur l'emploi des jeunes pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Le PAM travaille d'ores et déjà en partenariat avec des gouvernements nationaux et infranationaux, des partenaires de développement bilatéraux, d'autres organisations des Nations Unies, des institutions financières internationales, des philanthropes mondiaux, la société civile et le secteur privé (dont beaucoup ont des programmes de longue date autour de l'emploi des jeunes). Il peut s'appuyer sur ces programmes pour inscrire son propre travail dans

le cadre de stratégies adaptées au contexte local et se forger une réputation de conseiller de confiance sur les questions touchant les jeunes, en:

- comprenant toute l'étendue des débats nationaux et internationaux sur l'emploi des jeunes, en travaillant avec des partenaires non traditionnels et en développant une idée claire de l'endroit et de la manière optimale d'ajouter de la valeur en complétant les travaux et analyses existants;

- participant aux débats de haut niveau autour de l'ODD 8.6.1, en apportant des preuves de la relation entre l'emploi des jeunes et l'insécurité alimentaire à ces discussions et en veillant à ce que les voix de tous les jeunes vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire ne soient pas ignorées dans l'effort mondial pour leur trouver un travail décent.

Acronymes

CBT	Transferts en espèces
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
EMPACT	Empowerment in Action (Autonomisation en action)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FFA	Assistance alimentaire contre biens communautaires
FFT	Assistance alimentaire conditionnelle à la formation
Fintech	Technologies financières (activées numériquement)
FtMA	Farm to Market Alliance
HMIC	Pays à revenu élevé et intermédiaire de la tranche supérieure
IFI	Institution financière internationale
LLMIC	Pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure
NEET	Ni en emploi, ni en études ni en formation
ODD	Objectifs de développement durable
OIT	Organisation Internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisations des Nations Unies
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
STIM	Science, technologie, ingénierie et mathématiques
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
VCA	Évaluation de la chaîne de valeur

Crédits photographiques

Photo de couverture: WFP/Andy Higgins
Page de photo 13: WFP/Hussam Al Saleh
Page de photo 17: WFP/Marco Frattini
Page de photo 18: WFP/Faten Al-Hindi
Page de photo 19: WFP/Martin Karimi

Page de photo 20: WFP/Inger Marie Vennize
Page de photo 29: WFP/Andy Higgins

**WFP EVIDENCE BUILDING, KNOWLEDGE MANAGEMENT, AND LEARNING
EMERGENCIES AND TRANSITIONS UNIT (PRO-P)**

Programme Alimentaire Mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70,
00148 Rome, Italy - T +39 06 65131

wfp.org